

Réussir la transformation progressiste de l'École

Sommaire

Interdire la méthode globale : ridicule Page 3

Quand le ministre « simplifie » l'apprentissage de la lecture Page 4

Forum national pour une transformation progressiste de l'école
Compte rendu des débats Page 5 et suite

Réseau école

Le réseau national école constitue un collectif de travail ouvert composé de militants communistes, associatifs et syndicaux qui ont à cœur de travailler à la transformation progressiste de l'école.

N'hésitez pas à nous faire suivre vos informations ou initiatives afin que nous puissions les relayer.

Vous pouvez également nous aider à faire connaître le réseau école en invitant les personnes que vous savez intéressées aux questions de l'école à nous contacter ou à s'inscrire directement.

Le secrétariat du réseau école

mail : enseignement@pcf.fr

Téléphone : 01 40 40 11 56

édito

L'urgence d'une contre offensive progressiste de grande ampleur

Depuis les lois Fillon et Borloo, nous assistons à une offensive néo-libérale de grande ampleur contre le système éducatif public que conduit par touche successive le Ministre De Robien. Le but de cette offensive est de formaliser un système à plusieurs vitesses, avec des parcours scolaires différenciés, un système diamétralement opposé à l'école de l'égalité de la justice et de la réussite pour tous.

D'une part, une école réduite à l'acquisition de quelques fondamentaux utilitaires, étroitement liés à des métiers d'exécution, une école des exclus qui débouche sur l'apprentissage à 14 ans.

Et, d'autre part, l'école destinée à ceux qui pourront poursuivre leurs études un peu plus loin, jusqu'au palier d'orientation suivant, (fin de troisième ou seconde) vers des voies professionnelles. Tandis qu'un troisième contingent d'élèves sera dirigé vers des études supérieures longues.

Le patronat veut utiliser l'appareil d'Etat et l'institution scolaire pour former les futurs salariés dans une perspective d'augmentation de la productivité des entreprises et de réduction du coût du travail. Le Medef cherche à imposer une classification des salariés liée, non pas à la qualification acquise mais au poste de travail occupé, à la « compétence » individuelle, au mérite. C'est la multiplication des stages et autres CNE et CPE destinés à remplacer les CDI.

Cette conception s'accompagne d'une campagne idéologique expliquant l'échec scolaire : les jeunes des milieux défavorisés porteraient de par leur origine, un handicap socio-culturel devant lequel le système éducatif serait impuissant et devrait adapter des objectifs diversifiés aux différents publics. Le plan Borloo qualifie les élèves en difficulté d'apprentissage « d'enfants qui présentent des signes de fragilité » ce qui revient à stigmatiser une partie de la population scolaire et à renvoyer l'échec à la responsabilité des familles. Ainsi en est-il avec la mise en place des équipes de réussite éducative censées regrouper au niveau local tous les acteurs de l'éducation, de l'enseignant au psychologue, en passant par l'éducateur et l'orthophoniste pour la mise en place d'un « programme personnalisé de Réussite éducative placé sous la responsabilité du maire. Disons le tout net, c'est l'externalisation de l'échec scolaire et sa prise en charge par les collectivités locales. Le service public d'éducation

nationale abandonne ainsi une de ses missions communément admise, depuis les années 60, de lutte contre l'échec scolaire et de réduction des inégalités sociales face au savoir. L'école repère et signale les élèves rencontrant des difficultés, mais n'a plus à les prendre en charge. Et de plus c'est l'organisation du contrôle social des familles précarisées par le biais de l'école en demandant aux enseignants de fournir des listes d'élèves. C'est aussi ce que préconisait le rapport Bénisti qui voulait dégager les travailleurs sociaux du secret professionnel.

Notons que cette politique se développe dans le cadre d'une réduction massive de postes, d'une diminution drastique des recrutements, d'un recentrage de la politique d'éducation prioritaire avec la mise en place de trois catégories d'établissements ZEP : les EP1, EP2, et EP3, qui pour ces derniers ont vocation à sortir du réseau des ZEP en trois ans, et donc à perdre les moyens supplémentaires dont ils étaient dotés à ce titre. L'aide personnalisée aux « élèves particulièrement méritants » à travers des bourses d'études « au mérite », l'autorisation pour ceux qui réussissent de déroger à la sectorisation des lycées, remettent en cause le principe d'égalité des familles devant l'éducation et donc officialisent la concurrence entre établissements.

C'est bien d'un changement fondamental dans la politique éducative de la nation qu'il s'agit. Comme le signalait un article du journal le Monde « La responsabilité de l'individu a été préférée aux habituelles réponses globales apportées par l'état » C'est une illustration de la politique de rupture de N. Sarkozy.

Ajoutons, le débat sur les méthodes d'apprentissage de la lecture, qui vise à restaurer le principe de la pédagogie officielle, l'allègement de programmes d'enseignement, l'affectation des policiers dans les établissements scolaires, la remise à l'ordre du jour de la bivalence des enseignants...

Alors que faire ? Devant cette situation nous considérons qu'une réaction d'ensemble des forces progressistes est aujourd'hui une nécessité pour mettre en échec cette politique. « Non au renoncement » écrivent avec raison des Universitaires rassemblés dans un appel. Mais pour la crédibilité même des luttes, pour qu'elles prennent toute l'ampleur nécessaire, chacun sent bien l'urgence qu'il y a à ouvrir des perspectives sur des propositions novatrices. Le Parti communiste a édité un projet pour une école de l'égalité de la justice et de la réussite pour tous, c'est une contribution au débat pour définir les grandes lignes de transformations indispensables. Justement n'y a-t-il pas urgence d'ouvrir ce chantier en grand en construisant un processus débouchant sur un grand rendez-vous d'envergure nationale associant autour des acteurs de la vie scolaire (enseignants, personnels, parents, mouvement pédagogiques) les forces politiques de gauche, syndicats, associations et les citoyens, pour que la société réfléchisse à son école et fasse entendre l'exigence d'une école de la réussite pour tous.

Bernard Calabuig

Membre du CEN du PCF

Responsable des réseaux école

Interdire la méthode globale : ridicule

Tribune libre de Pierre Boutan¹ parue dans *l'Humanité* du 6 janvier 2006

Voici que déferlent en éducation des vagues incessantes et préoccupantes de demandes qui visent à chercher uniquement dans le passé la solution des problèmes : retour à un collège différencié, à des écoles séparées pour les filles et les garçons, à l'habit uniforme pour tous les élèves, dénonciation des sciences de l'éducation - inutiles - et des Instituts universitaires de formation des maîtres, inutilement universitaires... Une série de mesures régressives vient même d'être officialisée : retour à la dictée, réduction des ZEP, apprentissage à quatorze ans, mise en avant du « rôle positif » de la colonisation... Dans tous les cas, le recours au « bon sens » sert de démonstration : de « notre temps » (quand nous étions élèves), l'école n'avait pas de problème, donc tout ce qui a pu changer doit être annulé. Pas de doute : il s'agit bien de l'activation, dans le domaine scolaire, de perspectives réactionnaires et souvent même obscurantistes, comme dans les domaines économique, social, politique... S'il est évident que l'école suscite des opinions diverses, encore faudrait-il que celles-ci soient confrontées à une pensée critique, scientifique si possible, c'est-à-dire qui s'efforce d'apporter des preuves. Contrairement parfois aux apparences, la réalité familière est loin d'être simple. En annonçant maintenant vouloir « interdire la méthode globale », le ministre satisfait des groupes de pression qui mettent en accusation tous les changements progressistes de ces quarante dernières années. Le moment où le paradis scolaire a été perdu ? Il va de soi que c'est 1968... On aura reconnu un thème cher à bien des droites, dont la plus extrême. Affirmation du plus haut ridicule dans tous les domaines de connaissance, donc aussi celui de la lecture. Parmi les débats qu'a suscités la lecture, on retiendra celui-ci : faut-il s'en tenir à l'apprentissage d'abord des lettres, puis de leurs combinaisons, de la syllabe au mot puis à la phrase et enfin au texte ? C'est apparemment « de bon sens », puisque l'on commence par la plus petite difficulté pour aller vers la plus grande... Mais les hommes des Lumières cherchent à faciliter les apprentissages en utilisant l'intelligence de l'élève en même temps que sa mémoire, en allant « du connu à l'inconnu » (Condillac). D'où la mise en avant du « mot entier » : car le mot correspond à un repère reconnu par l'enfant, et qui, contrairement aux lettres, a du sens. Démarche sans grand succès, car peu adaptée au plus grand nombre, qui n'a pas de livres et à la fréquentation aléatoire. Les choses ont changé quand, au début du XXe siècle, le Dr Decroly réactive la « méthode globale », formalisée ensuite dans les années vingt. Il s'agit de commencer par le repérage des mots, avant d'en venir par comparaison et analyse aux syllabes et aux lettres. Mais l'approche « globale » en

lecture ne fut jamais en usage important dans les écoles françaises. Débat dépassé depuis une vingtaine d'années, ce qui recoupe tant la pratique la plus courante des maîtres que l'avis du plus grand nombre des spécialistes. Apprendre à lire nécessite d'avoir des activités de va-et-vient entre « unités de bas niveau » (qui n'ont pas de sens, soit les syllabes et les lettres) et « unités de haut niveau » (qui ont du sens, soit les mots et au-delà). Le recours à l'interprétation sonore des unités de bas niveau apparaît comme incontournable, et à l'inverse intenable de longs mois passés sur la seule reconnaissance des lettres. Le grand changement contemporain, c'est en effet de traiter l'apprentissage de la lecture non plus réduit au seul CP, mais gradué depuis les débuts de l'école maternelle jusqu'au secondaire. C'est dire qu'aux yeux du plus grand nombre de professionnels, comme de spécialistes, la question d'interdire la « méthode globale » est quelque part ridicule, mais de plus peut être dangereuse. S'en prendre pour la première fois dans ce domaine à la liberté pédagogique des maîtres ne se justifie pas : l'apprentissage de la lecture est un domaine très complexe, et dire que l'approche globale rend compte des échecs en lecture est intenable, au regard de toutes les études existantes. Sans compter le risque d'induire que tout recours aux unités de haut niveau est mauvais ! Quant à évoquer la période d'avant 1968 comme idyllique (sans « méthode globale »...), c'est oublier qu'alors près du quart des élèves redoublait le CP, que plus de la moitié avait un an de retard à la fin de l'école primaire, et que moins de 20 % arrivaient au bac... Cela ne veut pas dire qu'aujourd'hui tout est pour le mieux ! Il est nécessaire de s'interroger sur les moyens à mettre en œuvre pour améliorer les compétences en lecture, décisives pour une scolarité longue, au moment où l'accès à l'enseignement supérieur est si inégal socialement. C'est tout l'intérêt des débats actuels que de discuter non plus, comme il y a quarante ans, de la différence entre élèves « doués et non doués », mais des conditions dans lesquelles on peut faire reculer la variable de l'origine sociale dans la source des échecs. Et avancer sur les situations pathologiques, ce qui exige la coopération de spécialistes très divers (médecine, neurosciences, psychologie, sociologie, linguistique, didactique des langues...) avec les professionnels, et bien sûr les parents, et le grand public... Encore faudrait-il reconnaître que les questions d'enseignement relèvent d'une démarche scientifique, qui a besoin de chercheurs, d'enseignants chercheurs, de programmes de recherche, permettant d'améliorer la formation des maîtres, plus que d'une circulaire d'interdiction... il est vrai, elle, fort peu coûteuse.

¹ Auteur de *La Langue des messieurs*, histoire de l'enseignement du français à l'école élémentaire, Armand Colin, 1996.

Quand le ministre « simplifie » l'apprentissage de la lecture

Tribune libre d'Hélène Romian parue dans l'Humanité le 7 février 2006

La circulaire ministérielle « Apprendre à lire », qui impose aux enseignants de CP - et aux éditeurs de manuels - une méthode syllabique purifiée d'« approches globales », est une première, qui va à l'encontre du principe de respect des libertés pédagogiques dans le cadre des instructions officielles, dont le ministre prend le contre-pied. Cette circulaire a suscité un tollé des milieux professionnels, des syndicats d'enseignants, des associations et mouvements pédagogiques, de la FCPE. Les syndicats enseignants appellent les maîtres à boycotter la circulaire et à appliquer les instructions officielles. Mais est-ce seulement leur affaire ? P. Boutan a dénoncé dans l'Humanité du 6 janvier le caractère ridicule, démagogique, réactionnaire de la mesure. Je voudrais revenir sur ses enjeux politiques ; quels lecteurs, quels électeurs-citoyens, quels travailleurs l'école a-t-elle pour mission de former ? Cela nous concerne tous. Pour le ministre, le futur est dans le rétroviseur et la négation de toutes les avancées post-68. Son choix minimaliste de la restauration d'une méthode centrée exclusivement sur le « b + a = ba » et le déchiffrement n'est pas neutre pédagogiquement et politiquement. C'est faire entrer les élèves dans un rapport à la langue écrite - et à l'école - basé sur la soumission à des savoirs abstraits, hermétiques, sans rapport avec leur expérience langagière, révélés et imposés par autorité, qui ne feront sens que plus tard - ou jamais. Les approches globales pratiquées par les maîtres, et recommandées par les instructions, contrebalancent justement ce déficit de sens.

Selon des recherches convergentes, la clé d'apprentissages efficace serait l'articulation dès le départ du travail sur le code des correspondances phonies-graphies, sur la compréhension des textes, et sur le monde, la culture des écrits. Le ministre en est loin : au CP, travail sur les lettres et les sons au premier trimestre, sur les phrases au second, la compréhension de petits textes au troisième... Sachant que les enfants des « héritiers » ont ce qu'il faut hors de l'école pour pallier les déficits de sens des apprentissages syllabiques exclusifs. Sachant que les élèves en échec scolaire le sont souvent en lecture, et qu'ils sont en majorité issus de milieux populaires. Sachant que le rapport des enfants de milieux populaires aux savoirs abstraits sur la langue est souvent difficile. Sachant que les élèves en difficulté de lecture à l'entrée en sixième ont beaucoup plus de problèmes de compréhension que de déchiffrement. Quels seraient les effets prévisibles d'un retour à un « b + a = ba » pur et dur ? Certes, le ministre donne satisfaction aux groupes de pression qui ont pignon sur Internet et dans les médias pour appeler à la restauration de l'avant-68. Et il lorgne du côté du FN, qui prône la méthode syllabique. Mais ce n'est pas l'essentiel. La mesure s'inscrit dans la politique d'éducation la plus régressive que nous ayons jamais connue. De l'oukase sur

la méthode syllabique au contrat première embauche, il y a une cohérence : citons le « socle commun » minimal dont devront se contenter les élèves les plus en difficulté ; les mesures d'« aide » individuelle à ces élèves, de préférence hors de l'école, dans le cadre du plan Borloo ; la réduction de plus de 30 % des postes d'enseignants mis au concours de 2006 ; le développement de l'apprentissage dès quatorze ans. Une véritable « fabrique » de précaires... Ce n'est pas seulement une politique de renoncement à toute ambition de transformation progressiste de notre système éducatif, comme le dit une pétition (que j'ai signée). Il s'agit d'une politique de libéralisation de l'école, appliquée à l'échelle européenne depuis plus de dix ans, qui passe à la vitesse supérieure, en vertu de la « stratégie » définie à Lisbonne par les chefs d'État pour atteindre les objectifs 2010. Ainsi, la méthode syllabique devrait assurer, selon le ministre, les compétences minimales de lecture qui sont à la base du socle commun. Un socle commun qui n'est rien d'autre que la version française des « compétences (minimales) de base » définies par les instances européennes en matière d'éducation et de formation. Traduisons : le RMI culturel nécessaire aux « opérateurs » de demain dans une économie libérale mondialisée compétitive ; employables, flexibles, mobiles, adaptables, précarisables, jetables, dociles, conformes. Lecteurs et électeurs-citoyens qui ne disposent que d'accès réduits à l'information, aux savoirs, à la culture.

L'école ne sera plus un lieu de formation, mais de conformation aux besoins du marché. Sa fonction de tri social se trouvera renforcée : le socle commun pour les uns, des savoirs approfondis pour les futures élites, enfants d'« héritiers » auxquels s'ajouteront quelques élèves « méritants » des quartiers défavorisés. Libéralisme oblige. On peut tout craindre de la définition du socle commun par le Haut Conseil de l'éducation. Le ministre annonce une simplification des programmes. Il commence par « simplifier » l'apprentissage de la lecture. Le reste suivra. Aux dernières nouvelles, il a entrepris de mettre les formations sur l'apprentissage de la lecture au pas : suppression : d'un stage prévu à l'École des cadres de l'éducation nationale de Poitiers au motif que le discours de l'intervenant R. Goigoux, professeur d'université, est « non pertinent », et remplacement par un « séminaire officiel ». Même chose pour les stages de formateurs et d'enseignants. Les corps d'inspection sont rappelés au « devoir d'obéissance ». Du jamais vu ! Nous sommes entrés dans l'ère de la pédagogie officielle imposée. Soutenons le boycott de la circulaire, exigeons son retrait. Ce devrait être l'un des points forts du mouvement de résistance contre la politique éducative du gouvernement qui s'organise et devrait s'élargir.

Forum national pour une transformation progressiste de l'école – 5 novembre 2005

Compte rendu des débats

Index des interventions

Rapport de M. Bernard Calabuig.....	2
Jean-Pierre Terrail.....	8
Hélène Romian.....	9
Jean Brafman.....	10
Anne Coulon.....	12
Michel Vignal.....	15
Christine Rondepierre.....	18
Raoul Alonso.....	21
Marcelle Andrieu-Roi.....	23
Jérôme Pêche.....	24
François Cocq.....	25
Bernard Porrini.....	30
Yves Baunay.....	31
Alain Girard.....	34
Christian Billères.....	35
Rosita Jaouen.....	36
Gilles Chiapello.....	37
Bernard Calabuig.....	38
Christine Passerieux.....	39
Jessica Périnel.....	40
François Lefèbvre.....	42
Claude Josserand.....	44
Yohann Vignier.....	45
Dominique Gianotti.....	46
Mot de conclusion de José Tovar.....	47

Avertissement

Le forum national pour une transformation progressiste de l'école s'est tenu le samedi 5 novembre 2005, salle du conseil national du Parti Communiste Français. Il a réuni plus de 200 participants.

Le présent document est une compilation chronologique des interventions des participants telles qu'elles ont été transcrites à partir des enregistrements sonores des débats, ou des versions rédigées qui ont été communiquées par leur auteur. La publication de ces interventions a été soumise à l'autorisation préalable de l'ensemble des contributeurs.

Le présent document est téléchargeable au format pdf sur le site Web du PCF : www.pcf.fr

Rapport de M. Bernard Calabuig

*Membre du CEN du PCF
chargé de l'École, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche*

Depuis notre dernière rencontre en novembre 2003, les réseaux école du parti communiste ont engagé un travail dont la finalité était de rassembler et de préciser les analyses et propositions élaborées et formulées ces dernières années par le Parti communiste, pour une transformation progressiste de l'école. Il en est résulté un projet qui s'inscrit dans une visée communiste d'émancipation et de libération humaine, et rédigé à l'issue d'un travail collectif étayé par des rencontres, des auditions, des débats publics. Il n'est pas un projet global achevé, ayant la prétention d'apporter des réponses à toutes les questions complexes que soulève ce sujet. Nous l'avons conçu comme un document susceptible de nourrir le débat avec toutes celles et tous ceux qui partagent l'ambition d'une école de l'égalité, de la justice et de la réussite pour tous. Nous souhaitons confronter nos propositions avec celles des autres forces politiques, syndicales et associatives et avec les exigences citoyennes afin que, par le débat, populaire, notre peuple et les forces de gauche puissent être porteurs d'un projet de transformation pour l'école au diapason des attentes. Cette façon de faire découle de notre volonté de créer les conditions d'une alternative à gauche, d'éviter la reproduction d'un nouveau cycle d'alternances qui se traduirait tôt ou tard, par le retour d'une droite plus dure, allant toujours plus loin dans la démolition des acquis sociaux, par un découragement et la montée des abstentions. Il s'agit de co-élaborer avec notre peuple un projet de transformation progressiste de la société. Tel est le sens des forums thématiques que nous initiions dans le pays. Ils ont pour objet de cerner ce que doit être une politique de gauche. Quelle mesure doit prendre la gauche si elle venait au pouvoir ? Et bien évidemment dans ce travail de co-élaboration citoyenne, le parti communiste verse ses propositions au débat, tel est le sens de notre texte, qui a été décliné dans une proposition de loi alternative à la loi Fillon.

Notre texte n'est pas seulement un programme, il est aussi un projet. Un projet, c'est tout à la fois plus et moins qu'un programme : plus, dans le sens où il se détermine par rapport à la société que nous voulons, moins, car il ne programme pas de réponses à toutes les questions posées.

S'interroger sur l'école nous renvoie invariablement à la question, « Quelle société voulons-nous ? ». Une société fondée sur des inégalités jugées indépassables ? Si tel est le cas, l'école a fondamentalement un double rôle : d'une part, former la force de travail en l'adaptant aux besoins d'un patronat soucieux de compétitivité et de rentabilité des emplois dans un cadre européen et mondialisé, et d'autre part, inculquer les règles du « savoir-vivre ensemble » susceptibles de générer la pacification sociale et la soumission au système économique et social dominant. C'est la base même de la loi Fillon.

Ou alors, nous nous situons dans la perspective d'une société d'hommes et de femmes libres, associés, égaux, une société soucieuse de promouvoir les capacités de chacun, dans un monde coopérant pour le partage des coûts, des ressources, des savoirs, des informations et des pouvoirs. C'est le choix de société que nous faisons.

Le projet communiste pour l'école se fonde sur le dépassement des inégalités économiques et sociales. C'est pourquoi, nous pensons que la transformation de l'école doit aller de pair avec une transformation de la société où les savoirs et les connaissances jouent un rôle déterminant. L'une ne se fera pas sans l'autre.

L'école que nous voulons est celle d'un haut niveau de culture solaire commune, garanti à tous. Notre objectif est celui de l'élévation du niveau de culture générale et des connaissances de toute la société. Ainsi, notre projet a-t-il été conçu dans un esprit de valorisation de l'individu et du collectif indissociablement liés, et donc d'une égalité de droits pour tous : droits d'accès à la maîtrise des savoirs, des informations, des cultures régionales et mondiales, à la maîtrise des techniques modernes de communication. L'appropriation d'une culture scolaire commune devrait inspirer tous les programmes, toutes les disciplines, pour tous les élèves et quelles que soient la voie et les filières choisies. Cette formation initiale doit favoriser une formation continue tout au long de la vie. Tout cela induit de porter la scolarité pour tous au niveau d'un baccalauréat, c'est à dire jusqu'à l'âge de 18 ans. Nous affirmons que seul le service public est en mesure de créer les conditions permettant d'assurer cette responsabilité.

Après les attaques portées par la droite réactionnaire aux retraites, à l'assurance maladie, ce fut au tour de l'école avec la loi Fillon. L'attaque est massive car elle porte sur les finalités mêmes de l'école. La droite

tente de casser, d'émietter le service public, en aggravant dangereusement les inégalités de tous ordres. La loi de décentralisation du 13 août 2004 transfère aux départements et aux régions la responsabilité du recrutement et de la gestion des personnels TOS et de certains personnels administratifs, avec le risque réel d'externalisation de missions vers le privé, aggravant des inégalités déjà croissantes entre territoires. Il ne s'agit pas de remettre en cause ce que font déjà depuis longtemps les collectivités territoriales, à condition de différencier ce qui relève de la complémentarité et ce qui est de la substitution. Or aujourd'hui, c'est bien la conception d'un service public national d'éducation qui est mis en cause.

La loi Fillon, définissant le socle minimum de connaissances, va proposer aux élèves des parcours scolaires différenciés. S'appuyant sur un chômage structurel massif, qui atteint des records historiques, sur les phénomènes de délocalisation de l'emploi, sur les perspectives ouvertes au niveau du marché unique de la main d'oeuvre telles que le conçoivent les tenants de l'Europe libérale, et sur les recommandations de la commission européenne en matière de formation professionnelle, le patronat veut utiliser l'appareil d'État et l'institution scolaire pour former les futurs salariés dans une perspective d'augmentation de la productivité des entreprises et de réduction du coût du travail. Le MEDEF cherche à imposer une classification des salariés liée, non pas à la qualification acquise mais au poste de travail occupé, à la « compétence » individuelle au mérite. Pour l'essentiel il préconise une formation professionnelle étroitement utilitariste et en adéquation avec le marché de l'emploi. « Le socle commun » minimaliste du projet Fillon va dans ce sens.

La loi Borloo et le plan dit de cohésion sociale préconisent, à travers le programme dit de « réussite éducative », la prise en charge de l'échec scolaire hors de l'école.

Le but de cette offensive est de formaliser un système à plusieurs vitesses. Elle s'accompagne d'une forte campagne idéologique pour expliquer l'échec scolaire. Alors que, dans les années 60, la théorie des dons et sa légitimation des inégalités ont été socialement et idéologiquement mises en difficulté, aujourd'hui apparaît un autre discours destiné à expliquer ainsi l'échec scolaire : les jeunes des milieux populaires porteraient, de par leur origine, une sorte de handicap socioculturel devant lequel l'institution scolaire serait, pour l'essentiel, impuissante et devrait adapter des objectifs diversifiés aux différents publics ; ainsi on stigmatise des populations. Le plan Borloo qualifie les élèves en difficulté d'apprentissage d'« enfants et d'adolescents qui présentent des signes de fragilité » (sociale, culturelle, affective, etc..) Cette notion a l'avantage, pour les tenants du libéralisme, de rendre responsable de l'échec l'individu, la famille, le milieu social d'origine. On voit bien aujourd'hui au regard des événements qui se produisent dans des quartiers de plusieurs villes de France, où conduisent ces discours stigmatisant. La situation actuelle provoqué par les propos irresponsable de Nicolas Sarkozy prend sa source dans la sous estimation des problèmes, la précarité qui minent la vie des populations et de la jeunesse des quartiers les plus populaires. Comment ne pas rapprocher ces événements douloureux des politiques de réduction de la dépense publique, de casse du service public, des insupportables propos sur « les vrais et faux chômeurs » relevant d'une déclaration de guerre aux pauvres, du mépris affiché comme en témoigne la répression qui s'est exercée à l'encontre du mouvement lycéen lors du mouvement contre la loi Fillon. Cette politique d'aggravation des injustices, des inégalités et aussi des inégalité scolaire persistantes conduit à une société éclatée, et à l'explosion. C'est pourtant dans ce sens que le gouvernement a décidé de poursuivre, Danièle Bené dans une contribution inspirée par le plan Borloo explique avec juste raison : « L'école a dans ses missions de repérer et signaler des élèves rencontrant des difficultés, mais elle n'a plus à les traiter, ces difficultés étant prises en compte hors temps scolaire par des professionnels, mais aussi par le milieu associatif voire le privé. Ce n'est plus l'école républicaine qui a pour mission la réussite de tous, ce n'est plus l'école de tous pour tous, ce n'est alors plus un service public... »

Nous avons toutes les raisons de craindre un tel scénario, car il est inscrit dans l'Accord Général sur le Commerce des Services (A G C S), dont la concurrence est le maître-mot.

L'école de la justice de l'égalité et de la réussite implique, en effet, de s'attaquer avec détermination aux inégalités sociales, et à son caractère ségrégatif. A ce sujet, la notion d'égalité des chances, souvent utilisée par la gauche, est porteuse d'ambiguïté, je citerai pour illustrer mon propos un passage d'une contribution d'Annick DAVISSE : « Ce concept obscurcit la perception des conditions d'une nouvelle étape de la démocratisation et le fait que la lutte contre les inégalités, si elle nécessite plus de moyens, appelle aussi des transformations d'envergure. » Je partage ce point de vue. L'école unique proclame le rejet de toute sélection inhérente au milieu de naissance, mais au final ce sont les jeunes d'origine populaire qui sont

orientés vers les emplois d'exécution, les jeunes issus des classes moyennes vers les emplois intermédiaires, les enfants de cadres vers les emplois d'encadrement. Aucune réforme mise en oeuvre ces dernières années par les gouvernements successifs n'a inversé ce schéma, les rapports sociaux se reproduisent, les inégalités se sont même durcies, jusqu'à devenir une véritable fracture dans l'accès aux savoirs.

C'est pourquoi, le Parti communiste propose d'agir sur trois leviers essentiels, et formule de nombreuses propositions, je m'arrêterai sur onze d'entre elles.

I. Faire de la lutte contre les inégalités dans et hors l'école une priorité absolue

Parce que nous ne nous résignons pas à l'échec scolaire, aux discriminations et aux injustices sociales fondées sur la possession des savoirs, nous luttons pour une école de la réussite pour tous. Aujourd'hui le système scolaire est conçu sur le modèle de ce qui est évident pour les enfants ayant la chance, de par leur origine sociale, d'être familiarisés avec les pratiques langagières, les rapports aux savoirs, l'utilité à long terme des savoirs scolaires. De nombreux jeunes, notamment issus des milieux populaires, se trouvent ainsi mis en situation d'inadaptation aux implicites culturels de l'école et de démotivation par rapport aux exigences qu'implique l'acquisition des savoirs scolaires. La solution libérale au problème est d'organiser une école à plusieurs vitesses, avec des sous-écoles pour les élèves qui « ne peuvent pas suivre, » et à orienter au plus tôt ceux qui subissent l'échec scolaire vers l'apprentissage d'un métier en lycée professionnel, voire aujourd'hui l'apprentissage piloté par le patronat. A ce sujet permettez-moi de réaffirmer la position qui est la notre concernant l'apprentissage. La France a un système dual de formation professionnelle initiale : d'une part, des lycées professionnels, d'autre part, l'apprentissage, lui même divisé en apprentissage scolaire et apprentissage salarié. Sous l'impulsion du MEDEF et des gouvernements qui se sont succédé depuis une vingtaine d'années, on assiste à un effort financier considérable de la part des collectivités territoriales pour développer l'apprentissage. Le gouvernement actuel a décidé d'accélérer ce mouvement en annonçant l'objectif de 500 000 apprentis en 2007. Parallèlement le nombre d'élèves entrant en lycée professionnel diminue depuis 1997.

Cette situation risque d'avoir des conséquences néfastes sur la reconnaissance nationale des diplômes dans les conventions collectives. Le risque existe de revenir à un système organisant l'orientation vers l'entreprise dès la classe de 5^e de collège. Nous pensons que la collaboration avec le monde de l'entreprise pour donner aux jeunes en formation initiale les compétences nécessaires et préparer une insertion professionnelle réussie doit être placée sous la responsabilité du service public de l'Éducation nationale.

Parce que nous avons une haute ambition pour tous les jeunes, nous pensons, au contraire, que le système éducatif dans son ensemble doit être redéfini à partir des besoins des élèves les plus en difficulté. Lutter de façon déterminée contre l'inégalité scolaire suppose.

1- De réaffirmer l'exigence d'un service public d'éducation nationale qui ne saurait être considérée comme une activité marchande, dont les missions doivent obéir aux principes de laïcité de l'enseignement et des personnels de l'État, de gratuité tout au long de la scolarité, d'obligation scolaire et d'égalité pour tous les élèves face à l'éducation.

2- Il faut préserver et étendre le rôle de l'école maternelle

L'école Maternelle française est aux yeux de l'Europe et du monde, une originalité. Elle est la première étape de la scolarité commune et la quasi-totalité des enfants sont scolarisés dès l'âge de trois ans. Mais aujourd'hui cette école est menacée.....

Nous proposons l'école obligatoire de trois à dix-huit ans

Nous proposons de maintenir le droit à la scolarisation dès deux ans pour les familles qui en font la demande

Nous demandons que l'Éducation nationale ait l'obligation de prendre en compte l'intégralité de la demande de scolarisation dans l'évaluation des besoins en matière de carte scolaire.

Nous demandons que la formation des enseignants prenne en compte cette mission étendue du système éducatif.

3 - La création des observatoires de la scolarité

Le but de cette mesure est de se donner des outils communs de diagnostic et d'initiatives. Il s'agit d'une institution de type nouveau, mise en place au niveau départemental, régional, voire local, fonctionnant en termes de partenariat d'initiative populaire, et comme outil de suivi régulier des évolutions scolaires. Elle favoriserait la mise en mouvement de la société pour son école. Ces observatoires permettraient aux acteurs de l'école de se doter d'une analyse commune alimentée par la recherche, de réfléchir et de mobiliser sur des points précis pour lutter contre les inégalités.

4- Conquérir une véritable gratuité

La gratuité de l'école en termes de droit public n'existe pas. Les bourses d'études censées aider les jeunes des familles en difficultés financières, sont insuffisantes, et la droite voudrait aujourd'hui les attribuer exclusivement « au mérite », c'est-à-dire en fonction des résultats scolaires obtenus.

Parce que nous considérons l'éducation comme un droit fondamental, parce que nous avons le sentiment que l'investissement dans la formation n'est pas un coût, mais d'abord le signe que la société se projette dans l'avenir,

nous proposons d'engager une démarche de gratuité. Plutôt que d'adapter aux crédits votés les projets pédagogiques et les besoins, nous proposons de définir la base commune indispensable dans chaque établissement pour assurer un enseignement de qualité.

Une véritable gratuité au-delà des mots, doit garantir à tous la base indispensable pour assurer des enseignements et des apprentissages de qualité, quels que soient le lieu du territoire, les ressources des familles et des collectivités, parce que la gratuité ne doit pas dépendre des enjeux politiques locaux, mais d'une volonté forte de la nation s'inscrivant dans un projet social fort. Gratuité aussi de l'accès à des structures extérieures : bibliothèque, piscines, gymnases. Gratuité encore des sorties pédagogiques, enfin gratuité pour tous de la restauration scolaire. Tout cela implique des moyens, or la proportion de la richesse nationale que la France consacre à l'école aujourd'hui est la même qu'il y a 50 ans. Sur cette question le débat traverse les forces politiques donc la société, il fait ressortir une fausse opposition entre le quantitatif et le qualitatif. Et cela, pour cacher, la plupart du temps une question essentielle, celle du niveau et des choix des dépenses publiques. Il ne s'agit pas de remettre en cause les efforts des collectivités territoriales, mais de stopper le désinvestissement de l'État.

5- Nous proposons que l'État se rapproche par étapes des 7% du PIB (Produit Intérieur Brut)

Sachez qu'en 1993, avec une scolarisation moindre, et un investissement des collectivités territoriales nettement inférieur à celui d'aujourd'hui, la nation consacrait 7,8% de son PIB à l'école.

6- Nous proposons la mise en place d'un fonds national de lutte contre les inégalités à l'école

Cette proposition se conjugue avec notre volonté de mettre en place un plan conduisant à une véritable gratuité

Ce fonds devra concentrer les moyens de mise en oeuvre des actions nécessaires au recul des inégalités d'origine sociale dans l'appropriation des savoirs.

Il devra être structuré en quatre volets :

- un volet social comportant des mesures immédiates de gratuité
- un volet éducatif permettant le lancement d'un programme de recherche sur la construction des inégalités scolaires, le renforcement du professionnalisme enseignant, la mise en place d'un conseil scientifique et pédagogique dans chaque école, chargé d'élaborer, de conduire et d'évaluer les résultats du projet pédagogique de l'établissement, dans une relation avec la recherche en sciences de l'éducation.
- un volet démocratique par le renforcement du rôle des différents acteurs : parents, élèves, associations
- un volet de politique territoriale, pour aider à résorber les inégalités actuelles.

II - Les personnels et leur formation

Nous pensons qu'aucun changement, aucune amélioration, a fortiori aucune transformation, ne peuvent être envisagés sans que les personnels de l'éducation nationale soient fortement impliqués dans les objectifs et la mise en oeuvre. Le recrutement et la formation des enseignants et des personnels deviennent une priorité absolue. En effet, la moitié des enseignants et des personnels partira en retraite dans les quinze ans à venir avec un risque de crise aiguë dans les prochaines années. Il s'agit, bien sur, de compenser les départs en retraites, mais aussi de procéder aux créations d'emplois nécessaires.

7- Nous proposons une programmation pluriannuelle des postes qui soit accompagnée de pré-recrutements rémunérés encourageant l'orientation d'un nombre important d'étudiants vers les concours de l'enseignement

Aujourd'hui plus aucune profession s'exerçant sur l'humain ne peut se pratiquer seul. C'est pourquoi, selon nous, le travail des enseignants en équipe est un des leviers de la transformation de l'école. C'est dans ce contexte qu'il faut poser la question de la formation des maîtres.

8- Nous proposons de mettre en place un plan ambitieux de développement de la formation, initiale et continue des maîtres, en relation avec un plan de recherche en éducation.

Il serait illusoire de prétendre transformer notre système éducatif, sans revaloriser les métiers et les conditions de travail des personnels non directement enseignants, sans une revalorisation de la mission éducative de ces personnels. J'entends les personnels conseillers d'éducation et de surveillance, les conseillers d'orientation, les psychologues, les bibliothécaires et documentalistes, les personnels de direction, mais aussi les ouvriers, techniciens, administratifs, médecins, assistantes sociales, infirmiers. Les mesures de décentralisation imposées par le gouvernement font peser une grave menace sur la conception même des missions de tous ces personnels dans l'équipe éducative et sur leur statut.

A l'insuffisance des recrutements et des rémunérations et à la précarisation particulièrement développée dans ces catégories, s'ajoutent aujourd'hui les risques d'externalisation, voire de privatisation des services. Cette situation est intolérable.

Aussi, dès que les conditions en seront créées, nous nous prononçons; pour que soit engagé un processus de retour des personnels transférés aux collectivités territoriales, dans le cadre statutaire des personnels de l'État.

III - La citoyenneté et la démocratie

Les parents

Il ne peut y avoir de transformation progressiste du système éducatif, sans partenariat actif entre parents, enseignants et élèves. La rencontre des parents d'élèves affirmant le droit de leurs enfants à la réussite scolaire, avec les enseignants revendiquant les moyens de mieux exercer leur métier et les lycéens en luttant réclamant plus de moyens pour étudier et assurer la qualité de l'enseignement, a conduit à l'originalité historique des luttes de cette dernière décennie. Les élèves sont des enfants, puis des adolescents qui passent une partie importante de leur temps en situation d'apprentissage à l'école. Celle-ci prend donc naturellement sa part dans leur socialisation et leur éducation. D'autre part, les savoirs eux mêmes, par les valeurs qu'ils véhiculent et les modalités mises en oeuvre pour favoriser leur appropriation, sont facteur d'éducation. L'éducation des jeunes est donc le résultat d'un partenariat nécessairement solidaire entre la société, la famille et le système éducatif. Au delà des déclarations de principe, des mesures concrètes au plan institutionnel doivent permettre de concrétiser effectivement cette orientation. A cet effet les fédérations de parents d'élèves, représentées par leur élus dans les organismes de concertations mis en place par la loi doivent avoir les moyen de fonctionner démocratiquement.

9- Nous proposons l'élaboration d'un statut de parent- délégué bénévole associatif ouvrant des droits comparables à ceux de délégué du personnel pour les représentants des salariés.

Les élèves

Au même titre que les personnels ou les parents, il est grand temps de reconnaître les jeunes comme des partenaires à part entière dans le fonctionnement même des établissements scolaires. Ainsi, le rôle des délégués de classe, doit être identifié à un véritable statut de représentants des élèves dont l'indépendance et la liberté d'expression doivent être garanties par la loi.

Le droit à la parole, le droit de se réunir, de faire du syndicalisme et de la politique au lycée doivent être reconnus. Ainsi doit-être reconnu le droit pour les lycéens de s'organiser dans les associations, partis ou syndicats de leur choix, de même, le rôle des délégués de classe doit-être pensé comme un véritable statut de représentants des élèves dont l'indépendance et la liberté d'expression doivent être garanties par la loi. Pour aller dans ce sens,

10- Nous proposons qu'un statut de citoyen en formation soit reconnu pour tous les élèves de lycée.

Redonner du sens aux organismes de concertation

L'éducation Nationale, de par les missions de services public qu'elle assume sur le plan éducatif, notamment l'enseignement des valeurs de démocratie et de citoyenneté, et parce qu'elle implique directement un nombre et une variété importants de partenaires se doit d'être exemplaire sur le plan de la concertation. Or il n'en est rien trop souvent, le constat est fait que les structures existantes ne permettent pas un véritable processus démocratique dans la prise de décisions.

11- Nous proposons une double légitimité structurant la définition des missions et objectifs du service public d'éducation à tous les niveaux : celle des assemblées élus au suffrage universel d'une part, celle des instances consultatives dans lesquelles sont représentés les partenaires d'autres part.

Tels sont les grands axes du projet communiste pour l'école qui vous a été soumis. Ouvrir le chantier de la transformation progressiste de l'école est une grande ambition. Mais elle est devenue d'une extrême urgence, de part la profondeur de la crise qui ravage la société et l'école. Le mouvement progressiste, avec toutes celles et tous ceux qui résistent peut changer l'école.

Ensemble nous pouvons faire une réalité de ce rêve que nous partageons : « l'école de l'égalité, de la justice et de la réussite pour tous ».

Jean-Pierre Terrail

Professeur de sociologie à l'université de Versailles¹

« Le premier objectif c'est de transformer l'école unique en école commune, spécifiée par la mise en place d'un tronc commun qui substitue à la probabilité de la réussite, la normalité de la réussite : un véritable tronc commun, conçu comme un parcours qui éradique tout ce qui existe aujourd'hui comme instance de remédiation, c'est à dire le redoublement, l'enseignement spécialisée, les classes de niveau etc...

L'objectif avec le passage de l'école unique à l'école commune, c'est de passer d'une culture caractérisée et dominante dans le monde enseignant et que l'on peut qualifier de culture de l'échec - c'est à dire une culture professionnelle dans laquelle les enseignants estiment que l'échec est inévitable, qu'il y aura toujours une proportion d'échec quoi qu'on fasse, à une culture de la réussite. Le développement, dans l'état d'esprit de la profession enseignante, de cette culture de l'échec est d'abord à rechercher dans le fait que ses missions ont été élargies bien au-delà de l'enseignement : aux exigences de la notation, de l'évaluation, de la sélection, de l'orientation, du classement des bons et des mauvais élèves, pour les affecter à des bonnes et des mauvaises classes. Si on joue ce jeu, on ne peut que se convaincre soi-même qu'il existe effectivement des bons et des mauvais élèves et finalement des élèves capables et des élèves incapables. Je ne vois donc pas d'autres solutions pour transformer cette culture que de transformer les conditions qui lui ont donné naissance et dont je viens de parler : celles qui amènent les enseignants à traiter la difficulté d'apprentissage par la médicalisation, la psychologisation, par l'affectation à toutes les instances de remédiation. Une telle démarche implique une forte responsabilisation des enseignants.

Il faut transformer les structures mais il faut aussi transformer les dispositifs de scolarisation et l'ensemble des conditions institutionnalisées de la pratique enseignante et notamment les systèmes d'apprentissage des enseignants. Il ne suffit pas de supprimer les filières et les instances de remédiation pour résoudre les problèmes. On le voit bien aujourd'hui avec la réduction du nombre de redoublants et la tendance à supprimer les classes d'adaptation et de perfectionnement, etc... : on supprime une fausse solution mais on ne résout évidemment aucun problème. Il est donc essentiel de s'attaquer à la fois aux structures et à la transformation de systèmes d'apprentissage qui ont fait très largement la preuve de leur inefficacité - je rappelle que seul un élève sur trois atteint la fin du secondaire sans avoir été orienté en raison de résultats insuffisants dans les disciplines fondamentales de la culture écrite, les maths et le français écrit.

Si l'on veut transformer les systèmes d'apprentissage, il faut en finir avec le gouvernement des experts, les illusions du management qui sévissent dans l'éducation nationale comme dans les autres secteurs de l'activité de production des biens et des services. Il faut restaurer le critères de la pratique : les bonnes pédagogies sont les pédagogies efficaces. Dès lors, les enseignants, qui sont les protagonistes de la pratique et qui conduisent les apprentissages, ont un rôle fondamentale à jouer dans cette transformation des systèmes d'apprentissage. Rien ne se fera sans eux et rien ne se fera s'ils ne se réapproprient pas collectivement, les conditions de leur activité professionnelle. C'est la question de l'autogestion : elle se pose dans le système éducatif comme elle se pose dans les autres secteurs de la vie professionnelle. Si l'on est en droit d'exiger des enseignants qu'ils fassent leur travail, qu'ils assument les missions de l'école, et qu'ils soient efficaces dans la transmission des connaissances, pour que ce ne soit pas des mots en l'air, il faut leur donner plus d'autonomie de gestion et de moyens accrus. Au coeur de ces moyens, il faut une véritable formation professionnelle initiale et continue qui soit centrée sur la conduite des apprentissages et qui permettent aux enseignants de s'impliquer réellement dans les débats pédagogiques d'aujourd'hui. C'est la seule façon de sortir de situation, où l'on a d'un côté des experts qui savent ce que sont les bonnes pédagogies, et puis de l'autre la masse des enseignants qui continuent à les appliquer, même s'ils voient bien que ça ne marche pas, sous la pression des autorités administratives et morales : les inspecteurs, le label universitaire, le CNRS, etc... »

1 Auteur de « L'École en France. Crise, pratiques, perspectives – Ouvrage collectif sous la direction de Jean-Pierre Terrail, par Stella Baruk, Jérôme Deauvieu, Geneviève Krick, Christian Laval, Laurence Ould Ferhat, Colette Ouzilou, Tristan Poullaouec et Jean-Pierre Terrail, Éditions La Dispute, 2005, 240 pages

« Je voudrais rebondir sur la question que Yamina a posée et qui me paraît essentielle : parler d'un haut niveau de culture commune sans le définir et le mettre en perspective, c'est insuffisant. Comment y arriver, comment assurer à tous les enfants les bases de cette culture commune ? Les réponses de fond à une question aussi difficile sont d'abord affaire de recherche. La recherche en éducation, sciences de l'éducation, didactiques, est dans un état de sous-développement absolument effarant au regard des besoins. Va-t-on attendre que ça flambe à nouveau - et plus fort - pour s'en rendre compte ? Les solutions de fond nécessaires ne peuvent pas s'improviser dans la hâte, dans des réformes au coup par coup, pas plus bien sûr que dans une réforme à la hache telle que la Loi Fillon. La recherche en éducation prend du temps et nécessite des moyens.

Mais sans attendre les réponses de fond que peut apporter un développement de la recherche en éducation, nous sommes ici pour avoir une réflexion politique sur les problèmes les plus brûlants. Parmi ces problèmes « brûlants », hélas au sens propre et au sens figuré, il y a la question de la « culture ». Je suis très surprise de l'utilisation qui est faite du terme culture dans bien des milieux. C'est un peu tout et n'importe quoi, et je suis surprise quand j'entends ici parler indifféremment de culture et de formation. Culture et formation sont deux concepts tout à fait différents et que nous avons intérêt à différencier. Comme l'a dit Jean-Pierre Terrail, il me semble qu'il n'y aura pas de révolution, pas de transformation sans un changement profond, une remise en question radicale de la culture des acteurs, de la culture scolaire et au-delà, de la notion de culture même. Quand le Parti abordera-t-il frontalement cette question qui fâche : qu'entend-on par culture ? S'agit-il de la conception traditionnelle qui réduit la culture à ce qui a été pendant longtemps la culture des élites : les belles lettres, les beaux arts ? Réduire la mission de l'Ecole à la transmission de la culture écrite ne relève-t-il pas de cette même conception ? Je m'interroge. Ou bien va-t-on y intégrer, au-delà des chefs d'œuvre de la littérature et de l'art qu'il ne s'agit pas de jeter par dessus bord mais de revisiter, les produits de l'ensemble des activités humaines, les acquis de l'expérience, tous les savoirs, quels qu'ils soient, d'ordre pratique théorique, scientifique ? Même si la culture écrite joue un rôle important dans cet ensemble-là, on ne peut pas réduire aujourd'hui la culture à cela. Pensons par exemple au rôle énorme des médias qui participent de la culture écrite, mais qui vont bien au-delà.

Ainsi, je considère que la fonction culturelle de l'Ecole, c'est la construction d'une culture des cultures permettant une intégration par tous les élèves de toutes les formes du produit des expériences et du savoir humains. Cette conception de la culture devrait conduire à un traitement des savoirs tout à fait nouveau par l'Ecole, et par lequel ces savoirs feraient sens, notamment pour les jeunes issus des classes populaires. Cela pourrait nous permettre d'interroger l'histoire de ces savoirs : d'où viennent-ils, à quels problèmes répondent-ils, quel travail humain, matériel, intellectuel les a constitués, dans quel groupe humain ont-ils émergé, comment ont-ils évolué, de quels lieux géographiques, humains et sociaux sont-ils issus ? La culture est de cet ordre-là. C'est tout ce qui peut donner sens au savoir et dont l'Ecole manque cruellement actuellement.

Ce qui se passe actuellement dans les banlieues repose de manière aiguë une des questions qu'exprimait le travail collectif que j'ai conduit à l'institut de la FSU sur la culture commune. Curieusement, cette question a fait « plouf » et n'a pas eu d'échos : la culture, les cultures des jeunes, qu'en fait-on à l'Ecole ? Pendant longtemps, ce qui a prévalu, c'est l'idée que l'Ecole devait arracher les élèves à la culture de leur milieu d'origine, surtout s'il s'agissait de culture populaire, et plus encore s'il s'agissait de culture d'immigrants. Il fallait les assimiler, Edgar Morin proposait de les « franciser ». Je suis un peu passionnée là-dessus : c'est une fille d'immigré qui vous parle. Pendant longtemps, j'ai intégré cela et je me suis voulu française à l'exclusion de mes racines. Et pourtant, aucune des politiques menées n'ont arraché les élèves à leurs cultures d'origine, familiales, de quartier, de groupe... Nous vivons dans un univers extrêmement pluriel, dans une société pluri-culturelle, pluri-ethnique. Il faut que l'Ecole en tienne compte. »

2 Institut FSU, sous la direction de H. Romian, "Pour une culture commune, de la Maternelle à l'Université", Hachette Education, 2000

« Je voudrais parler de l'urgence.

On ne résoudra pas les questions posées sur l'apprentissage, sur le sens à donner à la formation professionnelle et à l'intégration de l'apprentissage (et pas l'inverse) dans un processus qui concerne l'ensemble de la formation professionnelle et non pas la substitution de la formation professionnelle à l'apprentissage. En tant que conseiller régional d'Ile-de-France, j'aurais beaucoup à dire. Je suis disponible pour en parler avec l'ensemble de mes collègues.

Comme conseiller régional je pousse les feux jusqu'à l'extrême. Mais arrive un moment où la question du rapport de forces est posée, aussi bien à l'intérieur (cf les élections) qu'à l'extérieur, c'est à dire le mouvement social lui-même sur ces questions.

Je vais donc m'en tenir à l'urgence. L'urgence, c'est aujourd'hui, les jeunes qui brûlent, qui sont en insurrection dans des conditions inacceptables. Je le vis quotidiennement : 4 voitures brûlées en bas de chez moi, mon immeuble a été menacé toute la nuit ; des collègues 24/24 depuis huit jours qui protègent les édifices publics. Il y a un certain nombre de services publics menacés, des directrices en permanence dans les écoles, parce que des maternelles sont menacées de brûler. Il y en a déjà eu une à Etampes et, à côté de chez moi, en centre ville, une autre est menacée. Des collègues sont protégés par des agents communaux tous les jours, toutes les nuits. On ne va pas pouvoir aller très loin en tenant de cette façon là.

Cette réalité, elle vient de quoi ? elle vient de toutes les raisons qui ont été données. Mais de plus, il faudrait que l'ensemble des acteurs de l'école puisse réfléchir, sinon on ne s'en sortira pas. Je ne suis pas enseignant, je suis élu. Il doit y avoir plus d'élus, plus de parents, plus d'acteurs y compris les lycéens, pour parler de l'école, des lycées professionnels comme les lycées.

L'année dernière quand il y a eu le mouvement cela a été évoqué plus directement, ce sont des élèves des lycées professionnels, en particulier de Seine-Saint-Denis qui ont attaqué les cortèges de lycéens. Il faut le dire très clairement, et je dis cela sans les culpabiliser parce qu'il faut analyser le pourquoi. Dans le collège, dans le lycée dans lequel je suis au conseil d'administration, le lendemain il y avait vent de tous les matériels qui avaient été piqués. C'était un nombre très important d'élèves qui avait participé et qui est partie prenante de ce processus là. Quand je dis cela, c'était les prémices de ce que nous voyons aujourd'hui. Très clairement, il y a une déstructuration, une idée de ne pas avoir d'avenir. Je ne le recommanderai pas tous les jours, mais aujourd'hui, il faut lire le « Parisien ». Il faut lire le « Parisien », qui fait en effet quelque chose d'extraordinaire ; pour la première fois il donne la parole aux intéressés et cela correspond exactement à ce que je vis tous les jours et aux confrontations très dures que l'on a avec les jeunes dans non seulement les cités mais aussi les centres villes des quartiers des villes populaires. Ce n'est pas seulement un problème de cités, c'est un problème d'insurrection de tous ceux qui sont dans la souffrance sociale et qui n'ont pas de perspectives, qu'ils soient situés dans les cités, c'est plus parlant mais aussi dans les centres villes comme là où j'habite. Simplement, je pense qu'aux deux aspects que nous avons évoqués, le projet de l'école, celle de la mobilisation et de la transformation politique, il faut ajouter un troisième aspect qui est celui de l'urgence, du traitement de l'urgence immédiate.

Nous n'aborderons la question avec les intéressés que si, nous traitons aussi les questions de l'URGENCE. L'urgence, (c'est une opinion tout à fait personnelle mais elle est partagée par tout un ensemble de gens) c'est :

1. La démission de SARKOZY, parce que c'est la parole des jeunes. C'est ce qu'ils expriment. Ils ont raison de l'exprimer parce que c'est une véritable insulte et je ne les couvre pas au travers de cela encore une fois, j'en suis victime à longueur de journée, comme mes collègues et la population ; de ce point de vue, ils ont raison, c'est une véritable agression, une véritable insulte, ils le ressentent comme cela et moi aussi et je vous demande de le ressentir et de l'exprimer aussi comme cela y compris collectivement.
2. Il faut qu'il y ait immédiatement un projet, un programme, des états généraux de la banlieue, peu importe, mais qu'il y ait tout de suite des engagements sur des mesures concrètes pour la banlieue. Pas

dans une transformation dans un an en disant : rentrez chez vous, parce que l'on va réfléchir, etc... C'est IMMEDIATEMENT, un certain nombre de dispositions.

- Il faut réparer ce qui a été cassé et c'est terrible dans certains endroits.
- On ne va pas revenir à l'état antérieur, il va bien falloir des réponses concrètes, immédiates, urgentes avec un plan d'urgence concernant l'école en particulier, mais aussi toute une série d'aspects et cela dépend avant tout du gouvernement.
- Il y a besoin d'une irruption citoyenne, d'une intervention citoyenne sur toutes ces questions évidemment avec les deux autres aspects.

Mais si nous ne sommes pas nous dans la rue, si nous ne sommes pas en discussion, en débat (avec tous, c'est difficile, mais avec ceux qui sont dans ces réactions, dans ces comportements, y compris de violence), nous n'aboutirons pas. Sans irruption citoyenne, ce sont uniquement des solutions institutionnelles et ces solutions institutionnelles feront qu'on mettra le « couvercle », mais ces événements se reproduiront dans quelques mois et je doute même que l'on puisse revenir en arrière.

Nous ne sommes peut-être qu'au début d'un processus : qu'est-ce qui va se passer dimanche, qu'est-ce qui va se passer au début de la semaine prochaine ? Nous ne savons pas, on ne pouvait imaginer une seconde, là où nous vivons, que l'on arrive à ces situations. A Saint-Denis, le commissariat a brûlé. Vous vous imaginez, au point de vue symbolique, je prends cet exemple par rapport à beaucoup d'autres. Mais toutes les questions sont posées, la question de l'autorité, du rôle social, de la responsabilité et c'est renvoyé aux élus. Mais on ne peut pas renvoyer seulement aux élus, il y a vraiment besoin d'une irruption et d'une intervention citoyenne sur ces questions. »

« Je m'interrogeais sur la fonction de cette journée de travail dans la mesure où j'identifie au-delà de l'intervention de Bernard, trois aspects différents du débat :

1. Bien prendre la mesure de la réalité du système éducatif tel qu'il est aujourd'hui, et des projets et mutations actuels accélérés, où on subit au quotidien des changements dont on ne mesure pas toujours les effets, même si on essaie de les identifier. La réforme L.A.L.M.D, celle du concours de l'IUFM D.P.E.A, les nouveaux programmes de 2002, les CFA en expansion... Je pourrais lister beaucoup de choses qui impliquent en fait la précarisation du personnel enseignant, etc... et qui imposent qu'on s'y arrête. C'est un premier niveau du débat sur lequel je ne m'attarderai pas, sauf sur un point : je crois qu'on ne mesure pas bien l'impact de la politique « nazillonne » de l'état actuel et ses répercussions sur l'autoritarisme scolaire.

Je suis de plus en plus scandalisée de la stigmatisation des jeunes dans la société, y

compris dans le personnel éducatif. Par exemple, je travaille dans une cité, les Tarterêts où M. Sarkozy est venu il y a dix jours. Il y a une cité scolaire de 3200 élèves. Lycée général, LP, bac techno, BTS, etc... Suite à des problèmes de pénétration d'éléments extérieurs, le lycée à cette rentrée était transformé en prison. Il faut être à l'heure pour rentrer sinon il y a des systèmes de portes qui se ferment, avec des badges, etc... Ce qui a conduit les parents et les lycéens à des réactions extrêmement violentes. C'est le cas dans trois collèges de ma ville qui sont tous en ZEP. Cet autoritarisme croissant ne va pas dans le sens de l'écoute proposée dans le rapport.

Comment structure-t-on le débat aujourd'hui pour s'attarder sur les effets de la L.O.L.F, les mesures en cours, et pour mesurer la réalité de ce qui est vécu ?

2. La cohérence des propositions du PC, comme alternative au système libéral actuel.

J'aurais aussi beaucoup à dire comme formatrice en IUFM. J'étais hier au forum international de l'éducation physique initié par le SNEP.

Je ne partage pas du tout ce qu'a dit J.P Terrail sur la transmission de la culture écrite et je suis extrêmement satisfaite de la réaction d'Hélène Romian. Nous sommes loin d'être seuls à nous pencher sur la nature de l'échec scolaire. Notre grande responsabilité en tant que communistes est évidemment de s'approprier l'ensemble des réflexions des praticiens, chercheurs, mouvements associatifs, et de les traiter de façon que nous en fassions des propositions politiques.

3. L'action des communistes. La collègue d'histoire-géographie l'a dit, il y a une liaison entre les questions pratiques et générales, bien sûr. C'est à dire qu'il n'est pas pensable de concevoir notre activité de communistes sans avoir une conscience claire de ce qui se joue, de ce qui se foment dans le gouvernement actuel. Mais en même temps, je suis comme l'ont été deux intervenants précédents, extrêmement préoccupée par notre capacité de communistes à être présents, quand la population ou les jeunes se mobilisent, d'une façon ou d'une autre. D'être présents pour aiguïser, réguler, approfondir, faire progresser nos propositions en les livrant au mouvement populaire. Je voudrais parler de cela à travers deux choses.

- M.Sarkozy est venu aux Tarterêts il y a dix jours. Il était à quelque mètres du lycée de Corbeil dont j'ai parlé. Nous nous sommes déplacés à une vingtaine d'enseignants, bien que sa venue n'ait été prévue que 24h avant. C'était bien entendu une intervention très médiatique et là je me suis aperçue qu'il y avait de la résistance pour demander des moyens. Il faut savoir qu'il y a un mois, nous avons eu une délégation avec les sans-bahuts.

Il y a bien sûr les élèves qui sont en résistance de l'obligation scolaire, en souffrance aussi. Mais il ne faut pas oublier tous ceux qui demandent à poursuivre des études et que nous avons des dizaines, des centaines, des milliers d'élèves qui demandent à poursuivre leurs études. Et, contradiction extraordinaire, les enseignants ont réussi à créer le besoin d'étudier, l'envie de poursuivre des études. Et au moment où les élèves nous disent : nous n'avons plus l'obligation, mais nous voulons continuer, l'institution dit : il n'y a plus de places. C'est vrai à tous les niveaux de l'orientation. J'ai chaque année des élèves qui en fin de 3ème, veulent aller en section générale et on leur répond : c'est terminé pour toi.

C'est une responsabilité du PC de dire que tous ceux qui veulent étudier doivent en avoir la possibilité. Parce qu'à un élève de 3ème qui n'aurait pas acquis les savoirs écrits, on dirait qu'il n'a plus le droit d'apprendre le français ? C'est une contradiction abominable. Le PC doit dire que ceux qui n'ont pas acquis le niveau mais qui veulent apprendre, doivent pouvoir le faire, et, ce dans tous les domaines.

Je reviens à Sarkozy et à notre manifestation. Nous avons été confrontés à d'autres enseignants du collège des Tarterêts venus pour montrer que leurs élèves – donc eux-mêmes – étaient capables de quelque chose. Ainsi, deux professeurs de français étaient là avec une classe de 4ème pour une représentation du « Bourgeois Gentilhomme », devant Sarkozy.

J'ai rencontré ces enseignants le lendemain. Ils avaient voulu montrer que leurs élèves savent apprendre, mémoriser en texte, jouer une pièce de Molière, que ce ne sont pas des « racailles ». Mais c'était une violence terrible faite à ces jeunes. Imaginez l'un d'eux haïssant Sarkozy et obligé de jouer devant lui.

Dans le même temps, la cité connaissait sa 18ème expulsion avec toutes des familles qui ont des enfants, dont certains scolarisés au collège des Tarterêts, au lycée. Dans ces enfants, il y en a un, qui a dû aller se produire devant Sarkozy. Vous imaginez la violence faite par les enseignants ?

- Deuxième exemple, il y a les questions de contenu mais il y a les questions de malentendu ; il est important que le PC interroge la réalité. Cela a un lien avec ce que tu as évoqué, Hélène, sur la culture, sur la réalité de la vie de ces enfants, parce que les enseignants ne la connaissent pas.

Comment la connaître mieux ? Je pense que c'est, non pas en s'installant dans nos écoles pour ne pas qu'elles brûlent, mais en allant dans les escaliers pour être avec les gens – ce ne sont pas les écoles qu'il faut défendre, ce sont les gens, les jeunes.

Aux Tarterêts, les écoles n'ont pas brûlé, mais je vais vous dire pourquoi : lundi, nous étions un certain nombre d'enseignants à empêcher les expulsions. Je vous rappelle que l'on n'a plus le droit d'expulser à partir du 1er novembre. Donc les dernières expulsions dans le quartier ont eu lieu lundi. La 1ère, il y avait 4 enfants dans la famille. Cette famille devait 8 000€, elle en avait déjà payé 4 000. Cette famille gagne 875€ par mois. Il y a une élève dans cette famille qui a un an d'avance, qui est au lycée en seconde, l'autre qui est en réussite scolaire aussi, elle est en 6ème, le dernier est un bébé de 7 mois. L'huissier les a tous mis à la rue. Nous enseignants, nous étions là, et l'huissier nous a dit : nous ne sommes pas dans une république bananière, les enseignants, vous ne faites pas ce que vous voulez. Et moi, j'ai répondu : et la déclaration universelle des droits de l'enfant ? Vous vous asseyez dessus ? C'est à dire qu'il est de notre responsabilité, nous qui avons accès à la culture, que nous opposions à la loi, LA LOI. Les enfants ont le droit d'avoir un toit, ils ont le droit d'étudier.

Comment faire vivre notre politique ? On a décidé une initiative pour le 17 décembre. Mais il y a un problème.. La discussion reste intra-enseignants dans le Parti de mon département, l'Essonne. Les autres camarades ne s'intéressent pas à l'école. Or, cela ne pourra devenir une affaire auprès de tous que si les communistes s'en mêlent.

On parlait de culture tout à l'heure, la culture ce n'est pas seulement l'écrit, ce n'est pas seulement l'oral, c'est aussi tout ce qui est nouvelles technologies et tout cela on peut le retrouver au centre de documentation et d'information : Je reçois aussi les parents qui viennent me voir parce qu'ils viennent chercher auprès de moi, quelque fois, un conseil pour les lectures de leurs enfants. Je veux dire, en parlant de ce métier, que la culture c'est un tout, comme le disait Hélène, c'est tout ce que nous produisons. Je voulais beaucoup insister là dessus parce que ce matin, il y a eu des petits problèmes avec des gens qui sont des spécialistes et qui parlent de l'écrit. L'écrit c'est important, effectivement, c'est même très important, parce que cela structure notre façon de penser et que dans notre civilisation de l'écrit, qui est une vieille civilisation, qui remonte aux Sumériens, nous sommes structurés de cette façon là, et par l'écrit, et par notre langage également, donc l'oral c'est aussi important.

L'éducation, ce n'est pas seulement élever les enfants, c'est leur permettre de choisir leur propre façon d'être et de vivre leur vie. Je crois aujourd'hui que si les enfants des banlieues avaient à choisir leur vie et choisir leur façon d'être, ils n'en seraient pas là. Donc, nous sommes des enseignants, nous sommes des parents, nous sommes aussi des citoyens et en tant qu' « être complet », nous n'avons pas à faire de séparations entre les choses.

Pour conclure, j'aimerais que dans le projet pour l'école du PC, on mette en relief l'avenir de l'enseignement technologique, qui sera l'avenir de notre pays. Il ne faut pas se faire d'illusions. Nous aurons à faire des choix pour l'avenir puisque de moins en moins, nous aurons d'emplois industriels, nous aurons de plus en plus des emplois qui feront appel à la matière grise. Il faut absolument que tout cela paraisse dans notre projet d'école. »

Michel Vignal

Secrétaire national du MRC chargé de l'éducation

«Le MRC est sensible à votre invitation de débattre sur le fond de l'école car nous pensons que les forces de gauche antilibérales ne pourront se rassembler qu'en discutant «projet». Nous participerons à vos différents forums et nous souhaitons qu'ultérieurement, l'ensemble des forces puisse co-organiser des états généraux de la Gauche.

Nous organisons d'ailleurs nous même des assemblées régionales, des assises régionales dans 8 villes de France d'ici le mois de décembre. Donc l'école sera toujours partie prenante de ces débats. Pour nous l'école, notre analyse part d'une conception simple finalement: considérer que l'école est une institution majeure d'un état républicain qui est d'ailleurs à reconstruire parce que l'école libère par le savoir. Elle permet à chacun de sortir de son ignorance première et de sortir des dépendances intellectuelles et éventuellement sociales, du moins elle donne la possibilité à chaque élève de chercher des éléments d'émancipation sans bien sûr nier le conditionnement de l'environnement social d'ou le défi que vous avez analysé ce matin de la démocratisation. Mais cette question difficile de la démocratisation, nous la posons en disant qu'il faut ouvrir les voies à l'accès du plus grand nombre sans renoncer à la qualité. L'accès du plus grand nombre c'est l'accès à un enseignement exigeant, refusant les facilités, les adaptations multiples aux ségrégations là, au marché à tel endroit, au mode du temps, à l'américanisation de la société et cela nous mène à voir de nombreux obstacles, alors je ne vais pas être très long parce que le débat doit se poursuivre, j'en résumerai simplement trois.

Il y a des obstacles à une école laïque, c'est-à-dire à une école qui permet à chaque élève de vivre selon sa propre conscience dans l'esprit critique, tout en respectant les autres et en acceptant un espace commun qui rassemble quelque soit les origines ethniques, sociales ou religieuses. Ces obstacles sont d'ailleurs essentiellement des facteurs extérieurs à l'école, qui ont déjà été ce matin énumérés. La montée des communautarismes ethniques et religieux liés aux ségrégations, aux inégalités de plus en plus fortes dans notre société, aux ghettos qui existent. La pression de la marchandise au bord de l'école qui pénètre de plus en plus dans l'école. Le rôle de certains clercs dans des églises qui veulent aussi jouer leur rôle y compris par rapport à l'école et les pressions européennes qui ne veulent pas admettre que l'école soit un lieu de culture, d'esprit critique et finalement de laïcité. et le «non» à la constitution européenne a été un coup d'arrêt à la remise en cause de la laïcité à la française, mais les choses ne sont pas bien sûr, comme cela, définitivement arrêtées. Par exemple, la charte européenne des droits de l'homme qui existe toujours remet en cause par un de ces articles, la laïcité tel que l'on l'entend dans notre pays.

2ème obstacle: Les crédits publics, l'abaissement des crédits publics pour l'éducation. Votre rapporteur a développé ce point de vue., je n'insisterai pas, c'est bien évidemment une question grave, je noterai simplement que cette question d'une volonté des dépenses publiques d'éducation n'est pas simplement française, les rapports de l'OCDE vont tous dans ce sens. Les pressions de la communauté européenne qui va toujours aussi dans ce sens parce que l'école coûte trop cher et il faut faire basculer une partie de la formation initiale vers des formations continues très pratiques, très liées au savoir-faire des entreprises. L'objectif de rétablir un PNB à 7%, pour l'école me paraît une bonne base.

3ème obstacle: La loi d'orientation FILLON, dont vous avez peu parlé, mais vous en étiez naturellement inspirés, il y a eu quelques reculs grâce aux manifestations exemplaires des lycéens, le passage massif du BAC vers le contrôle continu a été évité, avec toutes les dérives concernant la valeur du BAC et la valeur du diplôme pour beaucoup de lycéens mais le noyau dur, subsiste.

Le noyau dur de la loi FILLON, c'est le socle commun des indispensables qui ne peut tel qu'il est conçu dans la loi Fillon, qu'appauvrir les contenus de savoir actuellement enseignés dans les écoles, c'est une révision au rabais de cette culture qui est donnée à l'école. Cette révision est orientée essentiellement vers une massification liée à la déqualification des professions et à la multiplication de salariés «Kleenex» comme l'on dit, peu formés et peu aptes à se défendre, qui est donc fermé aux exigences de la maîtrise des connaissances fondamentales et de la maîtrises des connaissances disciplinaires.

D'une certaine manière, si je voulais utiliser une parole qui a souvent été utilisée récemment: On fait une école, qui correspond à la pensée de M. LELAY, PDG de T.F.1, je le cite. Il s'agit de libérer le cerveau

pour le rendre disponible à la réception du message publicitaire et beaucoup de choses visées sont faites pour s'adapter à cette société médiatique. Il ne faut jamais oublier que finalement les dirigeants actuels acceptent très bien que 15 à 20% des élèves sortent du CM2 sans maîtriser le français, et qui à partir de là n'ont aucune chance de pouvoir maîtriser les différents savoirs multiples qui existent aujourd'hui dans notre société. De ce point de vue là, la loi d'orientation ne revient pas sur la question de l'évolution depuis 20, 25 ans de l'école primaire. Je pense que beaucoup de décisions qui ont été prises sur l'école primaire sont négatives car il y a aujourd'hui un manque d'efficacité évident dans les pratiques actuelles de l'école primaire. On fait donc une école qui de plus en plus sera adaptée à la globalisation libérale. Moins l'école sera structurée, moins elle sera exigeante; moins il y aura de programmes, moins elle sera «nationale» si je puis dire et moins elle sera nationale, moins il y aura de niveaux de culture et de connaissance et moins les enfants des couches populaires, des couches les moins cultivées, qui eux ne pourront pas faire appel aux établissements privés qui ne pourront pas aller dans les bons établissements, qui ne pourront pas bénéficier de cours particuliers, ceux là s'en sortiront toujours, mais ce sont bien les enfants des couches populaires qui ont besoin de l'école la plus structurée et la plus exigeante.

De là, découle nos propositions pour l'école et vous allez le voir, elles rejoignent une partie des vôtres. Je vais les résumer en quelques points.

D'abord, il faut redonner ses missions à l'école: sa mission première est de transmettre le savoir et la culture pour les faire acquérir solidement aux élèves. Cela veut dire que partout, il doit y avoir un travail exigeant de qualité, avec les moyens nécessaires naturellement sur les disciplines de base avant même de franchir des étapes ultérieures.

2ème idée: L'école doit certes tenir compte de son environnement social mais elle ne peut s'adapter en renonçant justement à son objectif premier et elle le fait aujourd'hui souvent car l'école y compris beaucoup d'enseignants véhiculent une idéologie libérale, libertaire. Ils sont libertaires en apparence et en fait ils remplissent les objectifs du libéralisme et souvent par de bonnes intentions, forme de générosité, on aboutit dans bien des classes à une forme de différencialisme socio-culturel qui est très négative pour le niveau général de formation et encore plus pour les enfants des couches populaires et vous faites une proposition qui va aussi dans notre sens, c'est qu'il faut fondamentalement redécouper la carte scolaire, avec des secteurs plus larges, il faut arriver à faire des regroupements qui aillent vers la mixité sociale car lorsque nous sommes tous de la même origine sociale, avec les mêmes difficultés sociales, il ne peut pas y avoir des classes où il y ait émulation nécessaire, car il y a besoin d'émulation dans une classe, confrontation et enrichissement mutuel.

3ème idée: Il faut affirmer que la finalité de l'école (un orateur a été dans ce sens et je m'en réjouis), n'est pas de mettre l'élève au centre bien évidemment, ça c'est la famille qui met l'élève au centre, son enfant au centre. L'école c'est un rapport entre un savoir, entre un maître et des élèves et c'est, ces 3 éléments qu'il faut articuler à l'école pour faire comprendre qu'il y a des normes à apprendre à l'école. Si on apprend aux élèves à comprendre qu'il faut travailler pour réussir à l'école et bien on ne peut pas faire son travail d'enseignement. Si on n'est pas exigeant sur l'effort et les règles, on ne fait pas son travail d'enseignant. Je crois qu'il est absolument souhaitable que des cours soient motivants, attrayants bien sûr. Mais il faut aussi penser que l'ensemble de l'école et les ministres doivent faire respecter le savoir, doivent faire respecter les enseignants, faire respecter le progrès par le travail comme objectif nécessaire au fonctionnement de l'école. Ce qui amène à dire que l'école, c'est une proposition, doit être plus présente auprès des élèves. Cela pose la question des moyens: plus présentes, moins il y a d'Etat, plus il y a d'inégalités. Il faut donc que l'Etat soit présent par les heures enseignées, par le soutien scolaire, par les surveillants, pour davantage d'égalités sur l'ensemble du territoire.

Nous pensons, aussi, parce que nous sommes très républicains, que l'éducation civique est nécessaire. Naturellement ce n'est pas uniquement une éducation à la civilité pour que cela se passe bien dans les banlieues. L'éducation civique, certes, intègre une morale élémentaire, mais l'éducation civique a pour objectif avant tout, de former le futur citoyen. Donc, de faire comprendre à l'élève qu'il est lui-même apte à se gouverner tout seul et à gouverner avec les autres; c'est à dire de comprendre le sens profond de la souveraineté populaire. La souveraineté populaire qui fait tant défaut aujourd'hui à notre nation.

Autre proposition, nous pensons que la reconnaissance de l'Etat vis-à-vis de ses enseignants, doit se manifester sur les salaires, les conditions de travail, c'est évident, mais aussi dans la non remise en cause de

l'autorité des enseignants, car elle s'effectue non seulement dans certaines familles, mais aussi par les institutions, mais aussi par les media, par différentes choses. L'autorité des enseignants, que l'on ne se méprenne pas sur notre pensée là dessus, ce n'est pas la domination du maître; c'est, au sens latin le magistère, c'est-à-dire celui qui rayonne et arrive à se faire respecter par ses qualités pédagogiques humaines d'ailleurs, mais aussi par son savoir. C'est le savoir qui est la force la plus grande d'un enseignant, sinon on n'en a pas besoin. Beaucoup d'ailleurs pensent que l'école n'est plus si importante que cela dans nos sociétés contemporaines. Cela m'amène à penser que les IUFM ont besoin d'être beaucoup réformées. Elles ont besoin d'être réformées dans la manière et les conceptions pédagogiques. Je suis pour un pluralisme des théories pédagogiques et des méthodes pédagogiques à l'école, dans les IUFM. Mais il n'y a plus de pluralisme, depuis plusieurs années, car on enseigne quelques méthodes et pas d'autres et on ne laisse pas les formés aptes de juger par eux-mêmes la capacité qu'il y a d'utiliser à tel ou tel moment et en fonction de ce qu'ils sont eux-mêmes, telle ou telle méthode. Je suis assez d'accord avec M. TERRAIL dans ce qu'il a dit. La méthode qui réussit est une méthode bonne. Dans le concret de la vie de la classe, il faut laisser plus de libertés aux enseignants dans le choix des méthodes, beaucoup d'inspecteurs ne le font pas.

Voilà quelques points qui nous paraissent importants. On en a d'autres, évidemment, mais éventuellement je reparticiperai dans l'après midi au débat. Je crois pour terminer que l'école est à la fois un lieu de résistance et je le vis comme enseignant, comme résistant à la séduction audiovisuelle, comme résistant à la mondialisation libérale. Un enseignant, il est aujourd'hui résistant par rapport à l'idée qu'il peut se faire du savoir et de la culture; mais c'est aussi un levier de transformation; c'est un magnifique levier de transformation car l'école a des possibilités d'intervenir sur la société, même s'il ne faut pas être dans l'illusion que l'école peut tout. Beaucoup d'entre vous ont fait remarquer que les conditions sociales, de vie, qui ne sont pas le traitement direct de l'école doivent être résolues par des politiques publiques qui ne sont pas les politiques de l'école et c'est vrai que l'on demande aussi aux enseignants de faire beaucoup trop de choses alors que des politiques publiques plus conséquentes dans le domaine social, dans le domaine de l'emploi, dans le domaine du logement permettraient de résoudre les problèmes qu'ils n'auraient plus à affronter directement.

Voilà, notre conception de l'école, une conception qui fait de l'école publique, le noyau dur d'une république idéale telle que nous, on la pense un peu.»

Christine Rondepierre

Proviseur de lycée professionnel

«D'emblée, je voulais dire que je suis contente que nous ayons enfin cette rencontre. Parce que l'on a à la fois des perspectives sur l'école mais aussi, ce que j'ai apprécié, que l'on nous mette dans la perspective du 26 novembre. C'est qu'on puisse rentrer sur toutes les questions de l'école par tous les bouts: institutionnellement, pédagogiquement, politiquement, socialement et qu'on formule des réponses alternatives pour une autre école, vraiment progressiste, dans une perspective aussi d'une autre société, à l'échelle nationale, donc aux côtés de tous nos autres camarades.

J'ai apprécié aussi que, dans le rapport comme dans les interventions, régulièrement on fasse un lien profondément dialectique entre état de société, état d'école, transformation de l'école et transformation de la société. Je dis cela parce que nous sommes forcément blessés par ce qui se passe, mais j'ai envie de dire qu'il y a d'autres violences qui ne sont pas aussi spectaculaires, mais qui me font très mal. Autant, je rejoins Jean et José lorsqu'ils disent: il faut faire une déclaration. Lorsque je suis rentrée, je me suis dit: est-ce que l'on va produire quelque chose sur ce qui se passe dans les banlieues populaires et le rapport avec l'école? Mais, en même temps, on ne peut pas le faire que d'ici. Il y a tellement de multiples facteurs à ce qui se passe, que l'on se priverait d'autres personnes et pas seulement d'autres camarades qui travaillent sur les autres facteurs. On les retrouve d'ailleurs dans le tract national où le parti s'est exprimé il y a deux jours. Dedans, il y a quelque chose sur l'école, mais rapidement formulé. Je dis cela car si on a une expression, c'est comment? En quoi l'école, la culture, l'éducation populaire avec d'autres ambitions et d'autres moyens, pourraient-elles répondre à cette crise profonde?

Si j'avais à le faire, je ne sais pas par quoi je commencerais. Je pense à cette nuit. J'ai pensé notamment à mes élèves. Qu'est-ce qui fait qu'un moment donné, ils vont se mettre à désespérer à ce point pour atteindre aux personnes et aux biens?. Qu'est-ce qui les a fait le plus basculer? Est-ce le fait qu'ils aient ou non réussi à l'école?

De toute façon, il y a un chômage profond qui les touche d'abord. Je vous renvoie à ces statistiques sur les jeunes depuis plusieurs générations, qui sont bien plus maltraités que depuis 1945. Est-ce que c'est quand ils sont sortis un peu trop vite de l'école? Ce qui brûle à côté du lycée, c'était là un entrepôt de textile. Effectivement il y a eu des risques importants dans la cité, mais est-ce qu'ils vont aussi s'en prendre peut être ce week-end à l'école d'en face, ou même au lycée parce qu'ils étaient en échec scolaire et puis peut être qu'ils ne vont pas le faire, parce qu'ils les ont identifiés comme justement, le dernier lieu où il y a encore du respect et des ambitions. Vous avez vu, il y a des gens qui s'interrogent sur les jeunes qui sont actuellement interpellés par la police. Il y a à la fois ceux qui sont tellement «abîmés» et aussi récidivistes et puis ceux qui c'est la première fois. Je vous renvoie à ces excellentes pages dans «l'Huma». On a des outils, il faut les utiliser. Vous avez vu, on a interrogé des gens très différents, qui peuvent approcher ces problèmes de crise urbaine, sociétale, économique mais on voit aussi des jeunes qui n'ont jamais touché à quoi que ce soit avant, qui n'étaient pas dans le délictueux. Ce n'est pas si simple. Je suis d'accord avec Jean Brafman quand il disait: «Il y a des jeunes de lycée professionnel qui étaient à cette fameuse manif en parallèle». Mais, en même temps, rappelez vous ce débat, il n'y avait pas que ces jeunes-là. Dans mon lycée, ils n'étaient pas dans les manif quand on parlait du bac. Mais c'est normal, on ne parlait que du bac général. Toute la société s'inquiétait du devenir du bac général et eux, ils avaient l'impression que l'on ne parlait plus d'eux, alors que Fillon, Thélot, comme de Robien aujourd'hui sont en train de profondément restructurer la filière professionnelle. D'autres gens l'ont dit avant moi, la filière notamment professionnelle et technologique est menacée avec ce souci d'adéquation du capitalisme à l'échelle mondiale; je ne reviens pas sur cet ultra libéralisme. Par contre, il y a des moments où nos élèves s'interrogeaient l'an passé sur la façon dont ils allaient s'exprimer. On se plaint assez des amalgames et des stigmatisations pour ne pas systématiquement les assimiler à des jeunes violents sans idées.

Je dis cela parce que, cette nuit (je loge dans le lycée), je regardais ce qui pouvait se passer et j'étais prête à partir, comme tous les autres élus et camarades de la section du P.C. qui ont sillonné les villes. On était prêts à dialoguer, si d'autres choses se passaient, positivement ou négativement et je pensais à tous ces jeunes que je connais. Ils ne sont pas tous d'Aubervilliers car je recrute au-delà de la Seine-Saint-Denis, mais en me disant: Qui, un moment donné peut basculer? Peut être les mêmes. Les jeunes du quartier, qui

n'ont jamais été lycéens dans le lycée? Mais comme ils ont vu que l'on faisait des choses pour eux, ils veulent à tout prix y venir. Parfois ils s'invitent gentiment, parfois pas forcément gentiment. A la limite, ce n'est pas contre le lycée qu'ils s'en prenaient, mais parce qu'aujourd'hui on ne répond plus à leur demande très contradictoire d'école, alors qu'eux-mêmes ont fait tout ce qu'il fallait pour partir d'eux mêmes trop vite. Mais c'est cette contradiction là qui est intéressante.

Tout à l'heure Jean-Pierre Terrail disait: Est-ce que l'on a encore une autonomie relative? En 2007, si la gauche reprend le pouvoir, qu'est ce que l'on fait? J'ai envie de dire: aujourd'hui déjà qu'est-ce que l'on fait? Parce que la situation m'inquiète avec Fillon, de Robien. Demain des jeunes peuvent s'en prendre au lycée parce que je ne peux même plus utiliser cette autonomie relative. L'an passé nous avons pu, encore avec quelques crédits de la mission générale d'insertion, vraiment relever le défi, quand ils avaient doublé, triplé, fait du sur mesure, des re-préparations aux examens tout en ménageant pour eux des des emplois en CDD, en CDI. On n'a plus rien, comme aux Tarterets, comme en Seine-Saint-Denis, ce sont des milliers de jeunes qui n'ont pas eu d'affectation, y compris des jeunes de 3ème, pas seulement les «décrocheurs»; ceux-là il faut déjà qu'on les traite, forcément. Mais là, il y avait des jeunes, ils n'avaient même pas eu le temps de décrocher, on leur donnait même pas le droit de continuer. Ce lycée, à la limite, ils peuvent l'identifier comme quelque chose d'utile socialement parce que, le samedi matin, on apprend à leurs mères à coudre et, en même temps, on travaille leur alphabétisation et leur véritable intégration. C'est-à-dire pas à l'anglo-saxonne, à la Borloo, pour qu'elles soient citoyennes à part entière, éligibles, pour un emploi, pouvant aussi rompre avec d'autres liens qui peuvent culturellement ou religieusement les enfermer. Le GRETA, c'est pareil (on fait de la formation continue), a pu avoir les crédits, pourquoi? Mais on a dû résister pour ne pas ce contenter de faire de la vitrine, de la surface, du superficiel. C'est pour cela que je veux que l'on puisse dire aujourd'hui que l'on est dans une situation gravissime. Nous n'avons plus de budget, il n'y a plus rien dans aucun domaine, que ce soit la mission générale d'insertion, la formation continue, plus rien ne se passe.

Par contre, parallèlement, on marchandise!: Le soutien scolaire, vous l'avez vu, est le premier marché. Je vois aussi, du point de vue professionnel que j'occupe, qu'on n'a pas d'outil pour diriger, administrer ou gérer. Mais qu'est-ce que le privé est en train de nous faire comme propositions! Je suis envahie de pub. Si je voulais, j'aurais des outils technico-administratifs à ma portée. Qu'est-ce qui peut faire que des jeunes, effectivement désespèrent à ce point, afin de trouver ces moyens-là de colère? Je suis d'accord avec Anne, ils ont une bonne colère. Mais, en même temps, je pense aussi aux jeunes et moins jeunes qui ne se révoltent pas, ne se révoltent plus. Et il y a d'autres phénomènes de violence qui m'inquiètent. Je reviens à mon premier propos: les abstentions, les gens attirés par le FN, les idées extrêmes, ou même dans les luttes sociales actuelles dans les entreprises. Au lieu d'aller effectivement rejoindre la manifestation du 4 octobre, ils vont peut-être penser à déverser de l'arsenic dans une rivière. Là-aussi, c'est spectaculaire et puis, aussi des violences qui ne se voient pas. C'est comme dans une classe; parfois on est préoccupé par celui qui va éclater complètement, être dans la perturbation et puis d'autres vont décrocher en silence. C'est pour cela que je suis très sensible à la lutte que l'on doit mener sur la gratuité. C'est une lutte profondément politique, de communiste. D'ailleurs, personne d'autre n'en parle. Rappelez-vous qu'Annie David a été écartée sur cette question-là, y compris par des gens qui étaient à gauche autour d'elle, à la Commission Thélot. Moi j'ai des jeunes qui n'ont pas envie de brûler, mais tous les jours décrochent car, en ce moment, pour poursuivre leurs études, ils font des petits boulots qui les envahissent au point qu'ils ne peuvent même plus continuer. C'est pour cela qu'il faut que l'on travaille aussi avec nos élus régionaux sur des moyens: on ne les mentionne pas forcément tous et ne peut pas tous les lister, mais des moyens d'hébergement par exemple. Je me bats, en ce moment, pour que, dans le prochain programme des investissements de la Région Ile de France, le lycée soit délocalisé, reconstruit; pour que nous ayons vraiment plus d'ambition pour que ces jeunes aillent le plus loin possible, y compris jusqu'à la licence professionnelle. Je me bats aussi pour l'internat. J'aime mieux parler d'hébergement parce que je n'aime pas trop ce mot d'internat. Donc j'ai vu que la Région commence à bouger là-dessus. Mais il faut que le parti et pas seulement nos élus communistes travaillent très fortement parce que nous savons que c'est un facteur de régulation. On pourrait avoir cette petite autonomie relative pour un hébergement lycéen et même étudiant. On sait que c'est aussi un des facteurs d'inégalité sociale. Les échecs sont là aussi parce que les étudiants sont obligés de se salarier au point qu'à un moment donné ils ne peuvent plus réussir.

Je veux terminer juste pour dire que je suis contente que nous ayons cette réunion et que nous en ayons beaucoup d'autres. On a la perspective du 26 novembre. C'est profondément porteur sur le plan politique.

Mais on a besoin parfois aussi de simplement se voir thématiquement. On a eu la réunion en Seine-St-Denis. On s'est dit qu'il fallait vite que l'on travaille dans le réseau fédéral sur le plan Borloo de réussite éducative. Il y a là beaucoup d'argent qui arrive! Du coup, il y a des cadres, souvent communistes ou en tout cas très très liés à nous, dans nos villes qui disent: on fait quoi? On sait qu'il ne faut surtout pas se fier aux effets d'annonces, aux habillages, que ce n'est surtout pas la même réflexion que celle que l'on avait commencé à mener avec le contrat éducatif local. Mais que fait-on? Parce qu'en même temps, on a l'argent. Si on dit non, on le perd. Est-ce que l'on peut quand même être dedans et résister, ou on résiste dehors? Cela mériterait que nous ayons très vite ce genre de réunion; mais aussi, par exemple, sur la nature de l'échec scolaire, la filière professionnelle et technologique, l'apprentissage. Combien de fois on se voit et on sent bien que, même entre nous, on n'a pas forcément les mêmes approches, ce qui est normal. Mais si on change de position, on aura forcément plus de diversité, voire de divergences d'approche. Ce qui me soucie, c'est que l'on ait toujours très vite cette capacité localement, départementalement, nationalement de se voir, se caler. Parce que, parfois, on est même obligé non seulement de penser, mais décider.

Dernier exemple: l'école de la 2ème chance. Faute de pouvoir se voir entre nous, on se fait complètement avoir, au point qu'on les subventionne dans la région Ile de France et le 93. Je ne veux pas lancer un débat sur les décrochages, la lassitude des élèves par le contenu actuel (et son support) de l'école. C'est un peu dommage que nous n'ayons jamais débattu là-dessus et qu'on décide de subventionner ces écoles de la seconde chance. »

« J'étais prêt à laisser mon temps de parole, parce que je suis extrêmement satisfait des dernières interventions de Christine, Annie et Hélène en réaction à une étude assez dogmatique que j'ai trouvé portée peut-être par de bons théoriciens mais qui nous amènent sur de fausses pistes. Je voudrais traiter un peu de la problématique compliquée dans laquelle nous nous trouvons. Il nous faut bâtir un projet, c'est ce qui est en route et je crois que c'est bien; il faut l'améliorer, le réfléchir, le confronter à la recherche et aux travaux des autres. Par exemple, sur la culture commune. Hélène en a très bien parlé, mais il y a un travail qui se fait, pour ce que j'en connais, à l'institut de la FSU.

Il faut vraiment se confronter à cela, parce qu'il y a des enrichissements réciproques à faire là-dessus. Il y a également une réflexion à faire sur la diversification qui peut être caricaturée comme elle l'a été un petit peu ce matin, dans le système éducatif et, en même temps, réaffirmer le refus de toute «naturalisation» des ségrégations, inégalités, échecs et revenir sur les partenariats, les réseaux. Tout cela a été dit ce matin avec un projet qui est une mise à jour des idées, propositions en liaison avec l'expérimentation, la réflexion de tous les partenaires du monde enseignant, éducatif et dans toute la société, le mouvement associatif, social, syndical, politique car l'école, responsabilité publique et nationale, n'appartient pas aux seuls membres de la communauté éducative, je ne reviens pas là-dessus. Mais il y a un autre problème: un petit mot sur la culture écrite, c'est tellement exclusif d'autre chose, cette théorisation que cela me faisait mal. Alors que justement il y a un colloque international sur l'éducation physique, on a entendu dire qu'enseignement artistique, éducation physique, pourquoi pas aussi, enseignement des nouvelles technologies, tout ce qui est porté par les media, l'audiovisuel, ne relèverait pas de la culture. Sans parler de l'oralité, je m'inscris en faux et trouve que c'est une vision appauvrissante, grave et sur laquelle on ne peut s'engager de façon aussi dogmatique.

Dans le projet, il y a encore beaucoup de choses à discuter. Je l'ai déjà expliqué à l'occasion, par exemple, à propos de l'obligation scolaire. Autant je défends le droit à la scolarisation et donc à l'éducation dès 2 ans en maternelle et le droit absolu pour un jeune de demander à pouvoir suivre une scolarité jusqu'à 18 ans, autant l'obligation scolaire portée à 2 ou à 18 ans mérite discussion. C'est une démarche qui me paraît parfois un peu «stalinienne», ou en tous cas appauvrissante sur le rôle, les possibilités de l'environnement social et familial de l'enfant, au-delà du système éducatif et aussi des possibilités d'insertions professionnelles et de démarrage dans la vie plus concrète qui risquent d'être finalement perdues, manquées.

Le 2ème problème: c'est là que ce matin le débat me semblait intéressant. Ce projet est important pour une visée: voilà où on veut aller et essayer de mettre en place. Il y a néanmoins utilisation (nous l'avons vu dans tout le reste de la société, du point de vue des entreprises, du logement... mais cela existe beaucoup pour l'école) par le pouvoir, le patronat, le libéralisme; enfin, les forces libérales, du vécu de crise des institutions, des entreprises; de l'emploi, du logement... Le terme urgent, il faut s'en méfier; à la fois c'est une réalité et, se placer toujours dans l'urgence, c'est aussi très dangereux, y compris d'ailleurs dans l'utilisation des structures européennes, cela a été évoqué.

Ce monde-là, ce libéralisme ambiant, avancent leurs propres thèses, propositions et transforment le système et nous, face à cela, on ne peut pas simplement opposer le projet. Il faut que sur le court et moyen terme, nous ayons aussi, d'une part une évaluation rigoureuse, équilibrée de ce qui est proposé, qui parfois peut être malgré tout intéressant, soit dans ou autour du système éducatif et avoir nos propres propositions à mettre en opposition à ce qui est dangereux, pervers et qui est, en quelque sorte, l'introduction des atteintes à la laïcité, du commercial, de la privatisation, de l'attaque contre les statuts ou l'abaissement des formations... Là, il y a un domaine dans lequel on ne travaille pas assez et dans lequel on a, d'une part, certainement des insuffisances dans nos contacts avec les praticiens, les syndicats, le mouvement associatif et pédagogique et, d'autre part, parmi les décideurs (donc pour nos élus) la question se pose, puisqu'ils sont dans des instances, en situation d'opposition ou de participation à des exécutifs. Il y a des difficultés et pas assez de relations entre les élus, le forum, le réseau...

Bien sûr, ici il y a eu et je le remercie, parce que ce qu'il a dit était très intéressant, un élu du conseil régional, mais il est pris par l'urgence dans sa commune. Il devrait y avoir 10, 15 élus, des municipalités,

des parlementaires. Je sais bien, il y en a 8 qui suivent le réseau et c'est important. Mais, de ce côté-là, c'est quand même un grave problème, parce que cela se reproduit non seulement au plan du forum national, mais dans les départements, les municipalités. Si vous avez essayé d'animer le réseau école quelque part, vous butez là-dessus. Vous invitez 150 personnes et il vient la petite dizaine d'enseignants que, par ailleurs, vous voyez dans la vie syndicale, associative, militante. Cela reste presque interne. Donc je crois que c'est vraiment un problème fondamental. Sinon, on aura ce que l'on voit parfois, c'est-à-dire une mise en doute de la pertinence de ce que l'on propose ou de sa réalisation, sa possibilité de réalisation et, en même temps, des contradictions sur le terrain, depuis le plan municipal, jusqu'au régional, des comportements contradictoires avec ce que l'on dit. Par exemple, par rapport au privé, dans le Val d'Oise, s'ouvre actuellement un établissement catholique qui a reçu l'aval de la Communauté de communes de la zone, sur un terrain en compétition complète avec les services publics et il y a eu des accords de gens qui relèvent de la gauche, PS, ou PC.

Dernière question, c'est le problème du contact direct avec la jeunesse; en elle-même, organisée dans ses mouvements et dans ses luttes. Il faut que nous mettions vraiment les jeunes comme des partenaires de premier plan. Tout à l'heure, j'entendais critiquer la notion «d'enfant au centre, dans le système éducatif». Je critique cette notion aussi, mais autant cela a été une dérive, autant la critique peut aussi en être une autre. J'aurais tendance à dire, «l'élève au centre», cela n'a pas tout à fait le même sens et là, c'est beaucoup plus porteur. L'élève doit être l'objet de toutes nos attentions, de celles du système éducatif. C'est à lui que tout est redevable avant tout et, à ce moment-là, cela sera même accepté par les personnels. Bien sûr, on n'a jamais prétendu mettre l'enseignant au centre, sinon on va revenir, sous prétexte des enseignements fondamentaux, sur ce que j'ai entendu ce matin, à propos de la culture écrite, la transmission des savoirs, d'actualité peu en adéquation avec la situation.

Un dernier petit mot sur la proposition de José de s'exprimer sur la situation. En dehors des problèmes de légitimité de ce forum, au nom de qui, de quoi? Je partage tout à fait l'avis de Christine. C'est extrêmement délicat, parce que si on ne s'exprime que du point de vue de l'école, nous allons être un peu caricaturaux, ou on va se voir reprocher de ne pas apprécier correctement les choses. Si on s'exprime du point de vue de l'ensemble des problèmes sociétaux que cela représente, c'est pareil, on va donner la leçon à qui? Je suis un peu ennuyé, par rapport à cette proposition. Je préfère un texte qui exprime une émotion et quelques directives indiquant que les jeunes ne devraient pas se tromper de colère »

Marcelle Andrieu-Roi

Militante SNES-FSU

« Je suis contente d'être ici, j'ai entendu des choses intéressantes mais il y a une chose qui me tient à cœur, je suis documentaliste et je trouve que cette fonction dans l'éducation nationale est mal connue, souvent dévaluée, peu utilisée correctement et pourtant je pense qu'elle est très importante, elle est au centre de l'établissement.. Elle fait le lien entre tous les professeurs, tous les personnels, les élèves et même les parents que je reçois aussi. Cela n'est pas reconnu officiellement, nous ne sommes pas reconnus comme des vrais professeurs bien que nous le soyons.

On parlait de culture tout à l'heure, pour moi, ce n'est pas seulement l'écrit et l'oral mais aussi les nouvelles technologies, comme le dit Hélène, c'est un tout. Dans mon métier, on le vit.

Je suis d'accord avec la camarade qui a dit que « L'éducation ce n'est pas seulement élever les enfants, c'est leur permettre de choisir leur vie, leur propre façon d'être, en tant qu'être complet ». Si les enfants des banlieues avaient eu ce choix, ils n'en seraient pas là.

Pour conclure, j'aimerais que dans le projet pour l'école du PC, on mette en relief tout ce qu'est l'enseignement technologique, nous aurons de plus en plus d'emplois qui feront appel à la matière grise, c'est l'avenir du pays. Il faut que tout cela apparaisse.

Pour quoi parle t-on seulement de l'enseignement de 2 à 18 ans et pas de l'enseignement supérieur ? Serait ce un luxe ? »

Jérôme Pèche

Professeur en lycée professionnel et militant communiste

Il y a deux écueils à éviter dans ce débat. Ce que nous ont dit les camarades de Seine St-Denis est fort intéressant et ces éléments d'information sont essentiels pour la suite. Nous ne sommes pas là pour parler de notre «nombril». Est-ce que notre démarche, pour l'instant, est suffisante ? A t-elle produit les fruits que nous attendions ? Qu'elle est la spécificité de notre démarche et de quelle manière devons-nous la porter, la relier aux questions connexes de culture et de services publics ? Quel travail politique dans les établissements scolaires, et quelle présence communiste aux côtés de l'action syndicale ou associative ? Elle est très minoritaire. Lors des élections présidentielles, le vote Robert Hue était donné à peu près à 3 ou 4% chez les enseignants, représentatif de l'échelle nationale. Si on se réfère aux sondages publiés par Téléràma à propos du vote sur la Constitution, le vote Oui était majoritaire chez les enseignants et dans le personnel de l'Education nationale. Nous devons nous rendre compte que, pour l'instant, nous ne sommes pas en position de force au sein de l'Education nationale. Il est indispensable de développer un travail politique, de considérer à nouveau que les établissements scolaires sont des lieux de combats politiques et de résistance. Cela doit être un premier objectif.

Lieu de résistance : par rapport à la politique d'un gouvernement que l'on a quelquefois qualifiée de «guerre à l'intelligence». Sachons mettre en relation cette volonté de résistance avec nos propositions et montrer que pour nous, l'école n'est pas une question centrale. Puisque nous parlons de culture commune, interrogeons-nous sur la culture et l'appréciation commune que portent les communistes sur la question de l'Education nationale. Comment diffuse-t-on les propositions qui sont produites par le biais des forums nationaux, départementaux et locaux ? Nous avons largement à débattre sur ce point, à définir nos spécificités sur l'école. Quelles sont-elles ? J'en pointe quelques-unes :

L'idée du droit à la réussite pour tous. Mesurons l'importance des termes. Nous sommes à peu près les seuls à poser les problèmes en terme de « droit », comme dans d'autres domaines, le logement, le travail, etc.. Nous devons poser l'exigence d'un droit à l'éducation qui soit effectif, qui s'inscrive dans la réalité. Cela signifie que les filières doivent devenir des filières de réussite.

C'est un combat idéologique, une bataille d'idées que nous menons. Je partage d'ailleurs ce qu'en dit le dernier numéro de «La lettre du réseau école» : l'air du temps va contre la transformation progressiste de l'école. Nous luttons contre l'air du temps et ce n'est pas facile, que ce soit auprès des parents d'élèves ou à fortiori, à l'intérieur des salles des profs.

Au delà de la bataille idéologique, nous avons des réponses concrètes à formuler. Nous parlons de « sécurité, emploi, formation » ; si on doit faire grandir une seule idée dans l'opinion, c'est que chacun a sa place à l'école. Si quelqu'un est sorti du système scolaire, il a parfaitement le droit d'y revenir s'il le souhaite et s'il en a besoin. Chacun doit avoir sa place à l'école. C'est la condition pour que chacun puisse ai sa place dans la société.

Un système en difficulté

Le bilan politique

L'Ecole n'a pas fondamentalement changé et la maintenir dans son état actuel, c'est nier l'évolution de la société. Les missions ne sont plus les mêmes car les élèves ne sont plus les mêmes, car leur avenir ne passe plus par les mêmes voies.

Nouvelles définitions du métier d'enseignant qui débordent très largement non seulement de l'instruction mais aussi de l'éducation.

Succession de réformes qui, étant balayées tous les deux ans sans évaluation des résultats obtenus, n'incitent plus les enseignants à s'investir.

Quels objectifs : les 80 % d'une classe d'âge au bac n'ont pu être atteints et on lance déjà l'idée de 50 % d'une classe d'âge à bac + 2. Pour autant, il est nécessaire d'élever le « niveau moyen ».

L'une des difficultés majeures se situe au niveau du collège. En particulier car celui-ci est perçu comme un petit lycée et qui se doit donc de fonctionner sur le modèle de celui-ci. Le système peut-il continuer à fonctionner avec un empilement des connaissances ?

L'élève peut-il continuer à être au centre du système éducatif comme l'affirme la loi d'orientation Jospin de 1989 ? D'autant que derrière cette phrase s'est souvent glissée une logique consumériste accrue par la peur du devenir économique des classes moyennes pour leur progéniture : si l'on peut admettre que LES élèves en tant que jeunes citoyens soient au centre de l'école, c'est souvent devenu l'élève en tant qu'individu. Le triptyque élève / enseignant / savoir n'est-il pas beaucoup plus porteur de sens dans un moment où l'Ecole est en manque de repères ? Quelle doit-être la place des parents dans l'Ecole ? A-t-on réellement bien fait de les impliquer et de parfois laisser transformer l'institution en un système consumériste ? (cf ci-dessus : mais attention je ne suis pas certain, pour l'« être moi-même, que les représentants de parents soient les vecteurs de ce consumérisme. Il me semble davantage que c'est une déformation générale – aliénation ? – dont les enseignants ne sont pas exemptes. Car je reste persuadé que les usagers d'un service public quelqu'il soit doivent avoir leur mot à dire)

Problème de l'accueil de la petite enfance.

Quel avenir pour les ZEP ? Un récent rapport remet en cause leur efficacité. Pour autant, celui-ci dit aussi que les moyens qui leur sont alloués sont à peine supérieurs à ce qui est donné pour les établissements plus classiques et que seule une mise en œuvre plus significative, comme c'est le cas par exemple aux Pays-Bas, pourrait porter ses fruits.

Le bilan pratique

Problèmes de personnel évidents : chute du nombre d'adultes dans les établissements, déficit de formation des encadrants, problème de leurs statuts et de leurs formations qui ne les poussent pas à s'investir. Plus généralement, une grande précarité dans l'Education nationale.

Illétrisme qui va croissant. De même, insuffisance des capacités d'accueil pour les primo-arrivants (manque de classe de FLE).

Problème des horaires : le français est l'une des langues maternelles les moins étudiées d'Europe. Or l'apprentissage de la langue maternelle détermine en grande partie la capacité des élèves à acquérir les autres savoirs. A cet égard, le rôle néfaste joué par les IDD est un exemple saisissant !

Difficultés du métier d'enseignant. Problème de la formation dispensée dans les IUFM.

3 Le texte reproduit a été transmis par son auteur

Remise en cause de l'évaluation (essentiellement sommative) des élèves qui demeure toutefois pour nous un acte pertinent.

La réforme Fillon

On ne peut pas dissocier la réforme Fillon de son application et de la publication (tardive en fin d'été juste avant la rentrée) par Gilles de Robien des décrets d'application.

Détachement des TOS : problème de la décentralisation Raffarin. Il s'agit en réalité d'un délestage purement économique qui nie le rôle des adultes au sein des établissements, qui nie la cohésion des équipes éducatives. Cela donnera de fait aux enseignants la tâche de jouer le rôle des COP, des COPSY et des infirmières. Tout cela sans qualifications adéquates et bien sûr au détriment de la part de l'enseignement.

Les remplacements : le MARS plaide pour un refus du protocole, lequel est illégitime puisque les CA n'auront pas à le voter. Ces remplacements présentent le travail des enseignants comme uniquement du temps devant les élèves. C'est nier là encore la réalité de leur travail. La solution existe pourtant, en augmentant le volant de TZR et en effectuant une gestion des ressources humaines plus adaptée et surtout plus réactive.

Au travers de ce problème des remplacements, ce sont des droits fondamentaux que l'on s'apprête à remettre en cause, comme le droit à la formation ou encore les différents droits syndicaux (décharges etc).

Les directeurs d'école primaire : double emploi sans décharge ou avec des décharges insuffisantes.

Nouveaux emplois de vie scolaire : statut, manque de formation, salaires, malléables et corvéables à souhait, durée du contrat, niveau de qualification.

Suppression des TPE : uniquement pour un gain d'heures et de postes. Cela pose le problème plus global des dédoublements de classes qui sont largement insuffisants aussi bien en langue que dans les matières scientifiques.

Réforme du bac : celle-ci, en instaurant une part importante de contrôle continu, briserait l'unité de la République.

Socle commun de connaissance : sur quoi repose-t-il ? Que faire des matières qui deviennent de ce fait « mineures » ? Problème alors du nouveau brevet des collèges.

Une réorientation nécessaire

L'Ecole : service public d'éducation

Le MARS réaffirme son attachement au service public d'éducation. L'éducation doit rester nationale. Ce n'est pas qu'un slogan repris par les enseignants en 2003 mais une volonté forte de ceux-ci qui traduit leur attachement à l'Ecole comme service public d'éducation.

Service public rime avec République : l'unité territoriale doit être respectée pour les programmes et les horaires. A cet égard, l'augmentation des pouvoirs des chefs d'établissement représente une négation de cette unité.

L'école privée : il s'agit de dépasser la prétendue mixité sociale qui serait celle de cet enseignement. 95 % des établissements sont en effet des établissements confessionnels. Où l'on retrouve le problème de la laïcité et de la loi de 1905. La formation des enseignants du privé et la qualité de l'enseignement dispensé, s'ils se veulent encadrés, ne doivent pas faire croire à une stricte égalité avec le public, encore moins à un gage de qualité que le privé représenterait. Le financement de ces établissements pose aussi problème : si la loi Debré de 1959 leur ouvrait la voie à un financement public, celui-ci pourrait encore être accentué suite aux dernières propositions du ministre. Cet enseignement pose également le problème de la ségrégation spatiale qu'il entraîne. C'est un démantèlement de fait de la carte scolaire. (je pense qu'il faut vraiment insister sur ce dernier point qui illustre la difficulté d'un service public dès lors qu'il supporte une concurrence inégale puisque les écoles privées peuvent choisir leurs élèves !) A relier avec question des dérogations.

Au delà de l'enseignement privé proprement dit, se pose le problème de l'aide aux devoirs et des cours particuliers. Multiplication des instituts style Acadomia sans réel regard sur l'enseignement qui y est dispensé malgré un abattement d'impôt de 50%. Pourtant, une solution existe et se pratique à certains endroits : l'aide aux devoirs par le biais de la mairie. L'Etat devrait à cet égard se montrer incitatif afin qu'un tel système se généralise.

La laïcité : élément central du pacte républicain et scolaire

La loi sur le voile de 2003 n'a pas réglé tous les problèmes. Elle a simplement été une piqûre de rappel du principe de laïcité.

Séparation nécessaire entre la sphère publique et la sphère privée. L'Ecole étant à cet égard le lieu le plus à même pour faire prendre conscience de cette distinction aux élèves mais aussi lutter contre toute dérive communautariste entre les élèves. (élève est un citoyen en formation) (reste également que la le respect de la laïcité en tant que tel n'empêche pas la ségrégation sociale voir raciale dont l'école hérite)

La laïcité doit mettre à l'abri de toute idéologie : non seulement les religions mais aussi du capitalisme voire du libéralisme qui sont présentés dans l'éducation non comme le système dominant mais comme le système ultime.

Dérive consumériste et entrée de nombreuses entreprises dans l'Ecole, via les stages ou les formations proposées. (voyages scolaires inégalement proposés)

Le devenir du collège unique

Briser le collège unique, c'est revenir à des classes de niveau. Il y aura certes quelques classes d'excellence, mais il y aura surtout des voies de garage.

Il n'est pas possible de réformer le collège si les voies professionnelles n'ont pas, dans les faits, été valorisées dans un premier temps. Il existe aujourd'hui un double discours entre ce que disent les ministres et ce que l'on retrouve sur le terrain (et qui est guidé par les IA qui prennent leurs ordres auprès des ministres...).

Le découpage du collège en cycles n'apporte rien car il n'y a pas de progressivité. Mieux vaudrait un système évolutif de la 6ème à la 3ème, tant du point de vue des horaires que de celui des programmes. Il est en effet impossible de faire cohabiter en un même lieu, à un même moment, avec un même rythme, des enfants dont l'amplitude de variation d'âge peut aller jusqu'à 6 voire 7 ans, à un âge justement (l'adolescence, pré et post) où toutes les tensions qui y sont liées sont exacerbées.

L'Ecole : zone hors AGCS, TCE, OMC ...

Du fait de l'existence d'un enseignement privé payant, l'Ecole peut à terme être considérée comme un service pris sous le coup des négociations dans le cadre de l'AGCS. Certes, l'Ecole est actuellement écartée de ces négociations, comme c'était le cas dans le TCE. Mais une définition claire au niveau européen de la notion de service public s'impose afin d'éliminer durablement ces risques. C'est ce que demande le MARS.

L'enjeu est énorme : l'éducation représente un marché de 2000 milliards de dollars (le 2ème après la santé).

Les dangers actuels portent sur la formation continue professionnelle et sur l'enseignement supérieur. Il existe une volonté de créer des grands campus à l'américaine, mi publics-mi privés, avec des frais d'inscription exorbitants qui représenteraient une vraie discrimination pour les classes sociales les plus défavorisées. La mise en place de bourses ne saurait être une réponse suffisante au maintien d'une certaine méritocratie républicaine.

Enseignant : rendre le métier plus attractif

Un premier constat s'impose : les enseignants sont très fortement attachés au service public d'éducation, des mots qui font sens.

Qu'en est-il du projet De Villepin de proposer un bilan et une réorientation éventuelle des fonctionnaires (et donc des enseignants) au bout de 15 ans dans le métier.

Evaluations et évolutions de carrière : le rôle des IPR doit être accru. Ils doivent être plus nombreux et ne pas se contenter d'évaluer les enseignants. Ils doivent avoir un rôle d'aide et de conseil pour les enseignants et surtout veiller à la cohésion des équipes. Ce serait là une évolution essentielle que propose le MARS.

Un travail plus transversal doit être mis en place mais pour cela des temps de concertation doivent être accordés aux enseignants.

Le pouvoir d'achat : une revalorisation salariale s'impose. Depuis quelques années, le pouvoir d'achat s'érode et crée un malaise supplémentaire du côté des enseignants.

Problème et danger du salaire au mérite qui serait partiellement réglé avec la réorientation proposée du travail des IPR.

Réflexion de fond à mener sur la différence ressentie entre l'école primaire (où pour aller vote on a l'impression que cela « tient le coup ») et le secondaire où émergent les vrais problèmes. Est-ce uniquement du à situations exogènes à l'école (age des élèves notamment) ou bien y a-t-il aussi des questions endogènes (formation enseignant, taille des collèges par rapport aux écoles primaires, etc...)

Une politique adaptée

Il est de bon ton depuis de nombreuses années pour chaque ministre de l'Education nationale d'avoir une réforme à son nom. Cette persistance dans le saupoudrage a fait perdre toute cohérence à l'action globale de l'ensemble des équipes éducatives. Pire, celles-ci sont aujourd'hui en partie démotivées de devoir s'adapter à de nouvelles normes qu'on supprime sans avoir seulement pris la peine de les évaluer.

Ce n'est donc pas une nième réforme que les enseignants attendent mais bel et bien une définition claire de leurs missions, une mise à disposition de moyens (humains, financiers, et de formation) enfin suffisants, une réorganisation de la gestion administrative des personnels, et une évolution des pratiques pédagogiques en prenant en considération les temps de préparation et de concertation.

D'autre part, les syndicats de l'Education nationale sont de ceux qui comptent le plus d'adhérents et l'on peut même dire que les pratiques syndicales touchent une immense majorité des personnels au travers des heures syndicales qui sont ouvertes à tous. C'est pourquoi il est nécessaire, lors de la mise en œuvre de toute innovation, de la définir et de la partager avec les syndicats qui sont les plus à même d'atténuer la méfiance grandissante des enseignants. Si l'on ne peut demander aux syndicats d'être un relais d'une politique, il faut qu'ils aient un sentiment d'adhésion aux mesures proposées pour pouvoir par la suite les faire entrer dans les mentalités et les pratiques des personnels. Car il faut bien garder à l'esprit l'une des spécificités du métier d'enseignant qui est la libre pratique pédagogique (certes encadrée) et qui conduit nombre de professeurs à se sentir seul maître de l'espace classe qui est le leur. C'est pourquoi toute mesure qui ne serait pas comprise par eux échouerait une fois de plus dans sa mise en œuvre.

Il est également nécessaire de remettre le projet pour l'Ecole en cohérence avec une vision plus globale de la société. On a trop demandé au système éducatif depuis 25 ans, depuis le passage de la démocratisation à la massification, de compenser les errances sociales et de prendre en charge la découverte de nouvelles pratiques qui n'ont plus rien à voir avec l'instruction initiale (code de la route, santé, toxicomanie, alcool...). Il n'est pas question d'externaliser ces nouvelles questions éducatives mais de travailler avec des intervenants (de l'Education nationale serait donc le mieux) qui pourraient soulager les enseignants de ces tâches et leur permettre de recentrer leur travail sur des pratiques pour lesquelles aujourd'hui le temps leur manque.

Une telle redéfinition d'une vision globale s'impose car l'Ecole marche de plus en plus par projets et si cela permet en théorie d'adapter l'offre aux besoins des élèves, le risque de disparité territoriale est le plus fort et nombre de facteurs (élèves, enseignants, cadre, contexte) fait que des établissements de niveau apparaîtront et briseront alors l'égalité républicaine devant l'instruction.

Des pistes de travail existent donc. Les mesures pédagogiques proposées ne pourront l'être qu'avec souplesse. Par contre, un remaniement administratif s'impose. Il est même le préalable à toute autre mesure afin que le monde enseignant ne soit pas une fois de plus convaincu de la vanité d'une réforme. On pourra alors changer les mentalités et pratiques, lancer le travail en équipe, recentrer le travail des enseignants sur leur matière tout en offrant aux enfants un nouveau cadre pour une éducation sociale et sociétale. Parce que

l'évolution de la société y oblige, l'Ecole doit proposer plus et mieux. Mais elle ne le pourra qu'en définissant plus clairement la place et les missions allouées à chacun.

Dans notre société libérale l'un des derniers garants du bien public et de la formation de la citoyenneté et non d'individus manipulés par le marché. Fondement républicain attaqué car potentiel source de profit (accord AGCS). L'école ne peut résoudre seul les inégalités sociales de plus en plus grande mais il appartient à la nation de lui en donner les moyens au maximum ce qui passe notamment par le retour au monopole de l'école publique.

Bernard Porrini

« J'interviens au sujet de la formation professionnelle. Je suis un formateur. Je viens de Dijon.

La politique de formation professionnelle, appliquée aujourd'hui, a pour objectif de satisfaire avant tout, les demandes d'un patronat à l'appétit insatiable visant à la diminution des coûts de production et à l'augmentation du taux de profit, au même titre que durant la 3ème république, une politique volontariste visait à faire en sorte que chaque jeune, future force de travail, sache lire, compter, écrire, afin de répondre à la révolution industrielle du début du 20ème siècle.

Pour ces profits, le patronat fait le choix du salarié » kleenex », limite les formations aux seuls fins de reproduire les cadres de son système et appauvrit les autres niveaux.

Au contraire, aujourd'hui, les besoins de formation professionnelle sont immenses, aussi bien en préformation qu'en formation continue.

Aussi, une mobilisation de tous les moyens existants est nécessaire pour relever le défi que nous pose la jeunesse et pas seulement elle.

La fonction de l'école rénovée est incontournable. Cependant, il me semble hasardeux, comme le fait le présent projet communiste pour l'école de ne prendre en compte que l'éducation nationale comme seul vecteur pour relever ce défi.

Il existe d'autres structures capables de réaliser une véritable formation professionnelle et de garantir un parcours emploi- formation .

Nos propositions doivent donner les moyens de combattre avec efficacité la précarité, le sous-emploi et la dévalorisation du travail. Un service public de formation initiale et continue doit être mis en place. Sa gestion devra être paritaire avec voix délibérative pour les représentants des salariés, administrations, état, régions, financeurs. Il regrouperait tous les acteurs à caractère public, dont par exemple l'AFPA, qui n'a pas à rougir de ses réalisations. »

« Quels leviers politiques pour la transformation progressive de l'école »

Faire de la politique à propos de l'école ? C'est tenter de comprendre ce qui se passe et agir. Plus facile à énoncer qu'à réaliser ! Nous sommes encore dans le schéma : élaboration d'un projet politique inspirant des réformes plus ou moins radicales susceptibles d'entraîner une transformation du système éducatif. Le pilotage du système éducatif se transforme. Les changements les plus radicaux se feraient plutôt sans réformes à partir d'objectifs mesurables fixés par l'autorité politique, l'élaboration d'indicateurs pour mesurer la progression dans la réalisation des objectifs et un système d'évaluation et de financement axés sur ces mêmes objectifs.

Comment intervenir politiquement dans ce nouveau schéma à tous les niveaux ? C'est une question qu'on peut illustrer à partir de la formation professionnelle.

Le pilotage des politiques de formation professionnelle par les indicateurs se partage entre la commission de Bruxelles, les Etats et les régions. La réforme Fillon comme le plan Borloo s'inscrivent dans ce nouveau schéma.

L'Union Européenne remplit une double fonction :

- transformer la représentation même de la formation professionnelle et de l'école aux yeux des différents acteurs politiques, syndicaux, experts, professionnels... C'est l'œuvre des rapports, études, colloques... qui cherchent à donner corps à la stratégie de Lisbonne, à l'éducation tout au long de la vie, au processus de Bologne (pour l'enseignement supérieur) et Copenhague (pour la formation professionnelle).
- élaborer des objectifs, des indicateurs de mesure de ces objectifs et des évaluations par les Etats et la Commission Européenne de l'avancées et du chemin qui reste à faire avec éventuellement des rappels à l'ordre de la Commission en direction des Etats lorsque les transformations sont jugées trop lentes.

Illustrons avec la formation professionnelle dont la fonction est de réaliser un pont entre le système éducatif (contenus de formation, filières, diplômes...) et le marché du travail (reconnaissance des diplômes, insertion, organisation du travail, relations professionnelles...).

L'histoire de la formation professionnelle en France depuis un siècle a abouti à intégrer des formations professionnelles créées et développées à partir des besoins en main d'œuvre qualifiée exprimés par les secteurs d'activité, dans le système éducatif global et le service public d'éducation.

Intégration dans les structures éducatives par le développement des filières. Ainsi la voie professionnelle des lycées professionnels s'est constituée et prolongée progressivement vers le haut, CAP et BEP, puis bac professionnel et les passerelles vers les BTS, à partir des anciens centres d'apprentissage créés après la deuxième guerre mondiale. La voie technologique créée à partir d'écoles diverses offre aujourd'hui des parcours promotionnels avec les bacs technologiques, les BTS et DUT, licences professionnelles et passerelles vers les écoles d'ingénieur ou de gestion et les formations universitaires. Dans ce système, l'apprentissage a été très longtemps sur le déclin et marginalisé. C'est la scolarisation de la formation professionnelle réalisée à l'initiative de l'Etat qui est devenue prépondérante. Ce qui a favorisé l'intégration dans la culture scolaire et universitaire des contenus empruntés aux métiers et aux techniques de production ou de gestion. L'intervention de l'Etat et la constitution d'un service public de formation professionnelle ont permis de poursuivre des objectifs à la fois éducatif et sociaux de promotion, de lutte contre les inégalités... La voie professionnelle, comme la voie technologique ne sont pas essentiellement des voies de relégation mais d'abord des voies d'accès à la qualification et à la poursuite d'études, offertes à des jeunes considérés souvent comme inaptes aux études générales. Ces objectifs sociaux et cette intégration de la formation professionnelle au service public d'éducation ne sont pas contradictoires avec la prise en compte des

4 Le texte reproduit a été transmis par son auteur

besoins économiques de qualification, bien au contraire. Un système institutionnel a été créé avec les Commissions Professionnelles Consultatives pour permettre aux représentants employeurs et salariés des branches professionnelles de participer à la construction des diplômes et des formations. Tout cela a favorisé des évolutions ou révolutions technologiques, organisationnelles... Il en résulte une conception progressiste de la qualification professionnelle, à la fois aboutissement d'une formation (ou d'une validation d'acquis de l'expérience) et indice d'une capacité reconnue à travers les diplômes et les conventions collectives, des individus à exercer des emplois qualifiés, à faire évoluer ces emplois...

Dans cette conception de la qualification professionnelle, l'accès à la formation, aux diplômes de l'ensemble des générations de jeunes, comme la reconnaissance des qualifications dans le travail, c'est l'affaire de la société, des pouvoirs publics, du service public, des représentants des professions (employeurs, salariés)...

Aujourd'hui, la question qui est à l'ordre du jour, c'est de prendre appui sur cette conception de l'éducation professionnelle et des réalisations au sein du service public pour franchir une nouvelle étape dans la lutte contre les inégalités sociales ou de genre d'une part, dans l'éradication du chômage et de la précarité d'autre part. En progressant dans plusieurs directions : tarir les sorties du système éducatif sans qualification professionnelle reconnue, consolider les diplômes en favorisant leur accès par la formation continue et par la validation des acquis de l'expérience au sein du service public, garantir la reconnaissance des diplômes dans les rapports de travail, construire une sécurité sociale professionnelle en sécurisant les parcours professionnels intégrant emploi stable, mobilité et promotion professionnelles, formation, validation...

Pour les forces libérales, l'Union Européenne, les force patronales, il faudrait au contraire changer radicalement cette représentation de la formation et de la qualification professionnelle qui serait contradictoire avec les exigences de compétitivité dans le cadre de la mondialisation libérale. C'est pourquoi l'Union Européenne développe un discours tout prêt, livré clef en main à l'intention des acteurs politiques et professionnels et dont on retrouve les reproductions plus ou moins fidèles dans les documents gouvernementaux, dans des rapports d'experts et aussi dans les productions des régions. Il suffit de lire par exemple les PRDF (Plans Régionaux de Développement de la Formation professionnelle).

La formation professionnelle devrait donc devenir essentiellement un vecteur de compétitivité, de performance économique et de rentabilité. Ce sont les individus d'abord (jeunes, salariés, chômeurs) qui devraient assumer la responsabilité d'investir dans leurs compétences et développer leur employabilité. Les individus doivent non pas être porteurs de droits mais consommateurs sur le marché de la formation ; ils doivent investir leur temps libre et une partie de leur revenu dans leur formation : c'est leur intérêt. Ils doivent aussi faire la preuve constamment de leur employabilité, des qualifications ou compétences dont ils sont porteurs, que ces compétences correspondent bien aux besoins des entreprises. Les pouvoirs publics auraient pour rôle d'inciter chacun à réaliser ces investissements, à aider financièrement les plus en difficulté. Car le capitalisme ou « l'économie de la connaissance » a plus que jamais besoin de savoirs, connaissances, qualifications élevées pour faire de la valeur et de la plus-value.

Dans cette construction d'une nouvelle représentation de la formation professionnelle, l'apprentissage qui pendant longtemps est resté marginal, cantonné aux métiers artisanaux et au niveau du CAP, est devenu tout à coup depuis une décennie l'instrument privilégié. La mission politique dont il est investi par les forces politiques et patronales libérales est de faire passer le système de formation professionnelle du secteur public avec ses finalités éducatives et sociales, à un système marchand, piloté en partenariat pouvoirs publics (aux niveaux européen, national, régional), partenaires sociaux, entreprises avec des finalités d'adaptation aux exigences de l'emploi et du marché du travail définies par les employeurs. L'apprentissage et l'alternance sous contrat de travail, le contrat de professionnalisation, les stages en entreprise peu ou pas rémunérés deviennent les formes emblématiques de la nouvelle formation professionnelle. Ca doit devenir l'apprentissage du travail précarisé et des nouvelles formes d'exploitation du travail qualifié et dévalorisé.

Le plan Borloo qui fixe l'objectif de 500.000 apprentis, avec des crédits budgétaires à l'appui, illustre bien, à la fois cette nouvelle conception de la formation professionnelle et son nouveau pilotage.

Le rôle de l'Union Européenne et surtout de la Commission de Bruxelles a consisté ici à définir des objectifs précis, des indicateurs et un calendrier. Dans le cadre de la stratégie de Lisbonne arrêtée en mars 2000, un programme détaillé pour 2010 a été arrêté par le Conseil sur proposition de la Commission. Sont concernés les contenus, les niveaux, les diplômes d'éducation et de formation professionnelle.

Le développement accéléré de l'apprentissage, plutôt que les filières de l'enseignement professionnel des lycées et du supérieur dans le service public correspond aux objectifs européens ; ceux-ci sont relayés par le plan Borloo mais seront finalement mis en oeuvre par les régions dans le cadre de contrats d'objectifs Etat-Région. Bien sûr chaque région est libre de refuser le plan Borloo, mais dans ce cas elle ne bénéficiera pas de crédits ouverts par ce plan. La condition est qu'ils seraient affectés au développement de l'apprentissage et abondés par des crédits régionaux de même niveau. Les élus régionaux sont ainsi placés dans une situation délicate. En Ile de France la question a été réglée sans débat, sans consultation de la FSU. Il n'y a pas eu la moindre recherche de solutions alternatives comme si le développement privilégié de l'apprentissage était partagé pleinement par la majorité des élus régionaux et des acteurs sociaux. Ainsi, sans réforme, on peut mettre à mal le service public de formation professionnelle et avancer dans la mise en oeuvre d'une conception à la fois réductrice, sélective et marchande de la formation professionnelle initiale, et dans la construction des systèmes de reconnaissance des qualifications.

On pourrait illustrer cette orientation avec les crédits affectés à la formation professionnelle dans la loi de finances pour 2006. Ils sont regroupés dans le programme « Accompagnement des mutations économiques, sociales et démographiques ». Un vrai retournement sémantique. Et l'objectif central affiché est de favoriser au maximum les différents contrats en alternance, apprentissage en tête comme « voies royales » d'accès à un emploi stable. Et la LOLF (loi organique sur les lois de finances) introduit non seulement des objectifs à atteindre pour justifier les crédits budgétaires, mais aussi des indicateurs de performance : par l'apprentissage, il faudra mesurer le taux d'obtention de la qualification, le taux d'emploi à l'issue d'un contrat, le taux de rupture du contrat et la part de l'apprentissage dans les entreprises de plus de 100 salariés. On ne peut trouver meilleure incitation à sélectionner sévèrement, les entrées en apprentissage et à écarter les jeunes en rupture scolaire, les jeunes en difficulté sociale...

Dans ces conditions, pour les forces politiques, syndicales ou autres qui veulent résister à ces transformations libérales et construire des alternatives il faut vraiment comprendre ce qui se passe et construire des leviers d'action à la mesure et en rapport avec ces transformations presque invisibles.

« Je vais parler de l'apprentissage, mais j'avais également prévu quelque chose sur la décentralisation.

L'apprentissage fait partie des lois de décentralisation et des lois quinquennales, par conséquent aussi des formations professionnelles et technologiques. Il y a 65 000 apprentis, 150 bases d'établissements pour la formation d'apprentis. Les niveaux V et IV sont majoritaires, mais depuis quelques années, il y a une ascension vers III – II – I et par conséquent, il y a des secteurs où l'éducation nationale est présente dans ces formations, dans ce qu'elle offre aux jeunes, et des secteurs où l'éducation nationale n'a pas le moindre formateur.

Nous sommes là devant une situation réelle, concrète ; ces formations passent depuis quelques années par l'apprentissage. Nous sommes, sur la région, au moment d'examiner le nouveau plan de formation et le plan d'investissement. Nous avons une exigence politique, démocratique, de mettre sur la table la cartographie des formations et ce n'est pas rien en Ile-de-France.

Cela représente des établissements, 500 000 lycéens (si on prend les lycées privés sous contrat), des formateurs, des enseignants, des filières très complexes réparties dans toute la région. Nous devons avoir un débat et une action, une intervention en toute connaissance de cause, sur le développement à la fois du service public de formation professionnelle et technologique, et sur l'apprentissage. Cela reste un objectif politique très fort, dans le cadre des rapports que nous allons avoir à étudier pour l'année prochaine. C'est une petite partie de ma réponse à Yves.

Les investissements sont à parité avec les branches professionnelles et la collecte de la taxe d'apprentissage. Donc, les régions n'ont pas tout, ni en fonctionnement, ni en investissements. C'est cela dont je voulais parler dans le cadre de la décentralisation et aussi des perspectives de lutte.

Mais si nous avons une partie dans ce cadre là, nous avons tout pour l'enseignement public. Nous sommes face à une réalité, la spécificité française doit être renforcée, comme l'a dit Yves. Spécificité française pour ce qui est de la formation professionnelle publique, majoritaire. L'apprentissage représente 20% en Ile-de-France pour les niveaux IV et V. Par conséquent, un jeune, pour être formé par la formation professionnelle et technologique, ne doit pas se voir imposer l'obligation d'un contrat de travail. L'éducation nationale doit être ouverte à tous.

Il y a l'aspect sélectif dans le plan Borloo soumis à la région. La réponse de la région, c'est de mettre aussi l'apprentissage devant un certain nombre d'exigences. Par exemple, il y a le statut des apprentis, le statut très précaire des formateurs, leur formation, ce sont donc des revendications multiples qu'il faut mettre dans l'escarcelle. Il y a aussi le contenu des formations, puisqu'elles sont délivrées par l'éducation nationale. Que fait-elle ? Comment les pilote-t-elle ? Quels sont son poids, son investissement ? Je participe à des conseils d'administration de CFA et de lycées, le poids de l'éducation nationale doit être beaucoup plus important. Par exemple, pour les 200 000 jeunes accueillis par les missions locales, dont très peu vont vers une formation professionnelle qualifiante et un emploi. Même les recteurs disent qu'il faut réévaluer la filière technologique et professionnelle publique. Ce n'est pas possible que des jeunes soient dans des systèmes de formation subis plutôt que choisis. Ce système nous conduit à une situation où beaucoup sont rejetés, ou mal accueillis, et avec beaucoup d'échecs. Il faut réfléchir à des innovations pédagogiques contre le décrochage scolaire. Ce sont évidemment d'autres formes de lutte, mais sur l'apprentissage par exemple, nous avons des exigences pour que les missions locales prennent leur part dans l'emploi, la formation et interviennent là-dessus. Nous ne pouvons remettre cela à plus tard. Cela n'a rien à voir avec les finalités et les objectifs que nous nous fixons pour rénover et transformer le système public de formation. Nous avons, sur l'apprentissage, des exigences envers l'Etat et l'Education Nationale. »

Démocratie et citoyenneté à l'école

Il y a certes une professionnalité des enseignants, une liberté revendiquée professionnelle des enseignants, qu'il faut défendre. Mais il va falloir avoir un jour le courage d'en discuter la nature, les limites, pour aborder une autre spécificité de ce métier, je veux dire combien un enseignant est aussi un agent de l'état, combien tous les dispositifs, structures, modalités d'enseignements relèvent aussi de choix politiques, sur lesquels l'ensemble des citoyens doit pouvoir au moins s'exprimer, sinon intervenir, à commencer par les enseignants eux mêmes !!!

Il n'y aurait rien de politique dans les choix d'organisation, de méthode, de contenus... ??? Poser la question c'est y répondre. Quelle liberté professionnelle défend-on ? Alors même que l'essentielle des décisions : programmes, horaires, modalités d'enseignement sont décidées ailleurs !!! Comme le dit Bernard DeFrance, la liberté de l'enseignant est celle de l'automobiliste prisonnier des embouteillages, il a le choix des cassettes qu'il souhaite insérer dans son auto radio !!!

L'individualisme des enseignants est un suicide culturel écrit Ranjart. Les conditions d'un travail plus collectif dans les établissements, les écoles, l'accompagnement de ces équipes, demeurent trop des sujets secondaires. Pire, les faux projets, les faux contrats, subventionnables ou non, se sont tranquillement installés comme méthode de management participatif, avec la barbarie douce du langage et outils idéologiques si bien analysés par Legoff. A quand l'employabilité des professeurs, la flexibilité des intervenants...

Croit-on vraiment que des enseignants isolés dans leur classe, centrés sur le seul contenu d'une discipline, peuvent transformer quoi que cela soit, toutes choses restant égales par ailleurs ? Que leur structures syndicales s'affaiblissent n'arrange rien. S'ils conservent évidemment toute leur responsabilité professionnelle individuelle, comment ne pas voir ce qu'apporterait la dynamique, la responsabilité collective de l'équipe en charge de la scolarité des élèves, 3 ou 4 ans en Maternelle, 5 ans en Élémentaire, 4 ans au collège ? L'élève n'est pas découpable en tranche annuelle. Il n'est pas seulement l'élève d'untel cette année, puis d'untel l'année suivante, ou pire mon élève de 9h à 10h, et celui d'un autre de 10h à 11h, il est surtout un élève qui a un devenir dans un établissement, et qui est en droit de se demander en quoi et sur quoi se sont mis réellement d'accord les adultes qui s'occupent de lui, dans son école, quels accords ils ont passé avec leur famille, pour l'instruire, le faire grandir et « réussir » sa scolarité!

Face aux difficultés d'enseigner à l'hétérogénéité des élèves, est ce l'isolement de l'enseignant face à ses problèmes qui doit prévaloir, ou l'élaboration, l'expérimentation sérieuse de travaux construits collectivement ? Les relations de l'école avec les parents doivent elles s'arrêter aux relations conçues individuellement par chaque enseignant isolé, où être l'objet d'une « politique publique » d'école, d'établissement construite collectivement.

La persistance de structures et modalités de fonctionnement obsolètes conduisent à se demander ce qui est démocratique à l'école ? Que vivent les élèves qui constituerait un apprentissage de la « Démocratie », de leur actuelle et future « citoyenneté » ?

Que sont réellement tous ces conseils d'écoles, conseils des maîtres, d'administration... ou se discutent si peu les réels enjeux des apprentissages réussis de tous les élèves, avec si peu d'utilité ou d'impact sur leur quotidien et leurs problèmes, et que dire des rôles et positions dans lesquelles se retrouvent les parents pourtant élus ?

La plus grande des violences urbaine ou non, pour des élèves, c'est d'être obligatoirement présents dans une école sans apprentissages réussis, et d'entendre que cela a valeur de prédiction fatale pour leur « vie d'homme » à venir.

Quels leviers politiques pour la transformation progressiste de l'Ecole ?

5 Le texte reproduit a été transmis par son auteur

« Je fais partie du groupe CACR (Communiste, Alternative Citoyenne et Républicain) au conseil régional d'Ile de France. Il y a vraiment débat au sein du groupe. On doit voter mercredi prochain, le 9 novembre, un contrat d'objectifs et de moyens de 200 millions en faveur de l'apprentissage qui s'engouffre effectivement derrière le plan Borloo qui propose également 200 millions d'euros pour l'apprentissage sur 5 ans. Il s'agit en fait d'un plan de programmation en faveur de l'apprentissage. C'est une aubaine pour Jean-Paul Huchon qui a inscrit 100 000 apprentis dans son programme. Ce n'est pas le nôtre du tout, mais on suit et c'est une aubaine pour la Région puisqu'il y a cette manne qui arrive de l'Etat.

L'apprentissage, on ne va pas dire que c'est mal, c'est une voie de formation professionnelle, c'est vrai. Je ne vais pas revenir sur tout ce qu'a dit le camarade précédent sur le service public d'éducation nationale, la formation, la qualité de la formation qui a fait ses preuves jusqu'à maintenant. L'apprentissage constitue aussi une bonne voie de formation, mais aujourd'hui, en tous les cas, je sens et ça a été dit, une menace sur le service public d'éducation professionnelle.

Je suis très mal en ce moment quant au positionnement du groupe et je ne suis pas seule, d'autant que ce l'on porte au niveau du parti, ce n'est pas ça. Je dis ce que je pense, je le dis aussi au niveau du groupe. C'est Daniel Brunel qui porte ce dossier au conseil régional. C'est vrai que l'on a essayé d'aménager les choses et, Alain vient de le dire, on a demandé à bénéficier chaque année de la carte des formations parce que, pour l'instant, elle est inexistante. Même en tant qu'élus régionaux, nous ne la connaissons pas. On sait en attendant que, par exemple, tous les lycées professionnels parisiens se battent parce que beaucoup sont menacés de fermeture. On sait aussi que, l'année dernière, de nombreuses filières STT ont fermé pour laisser la place aux STG fermant ainsi la porte aux 'élèves de lycée professionnel.

Je suis professeur et j'ai des BEP secrétaires, des BEP comptables. Ce sont des élèves qui, avec les filières STT, pour quelques-uns d'entre eux, arrivaient à des résultats excellents. Cela fait quand même un certain nombre d'années que j'exerce et j'ai vu des élèves qui s'en sortaient, arrivaient à se retrouver avec de bons métiers.

Les avis sont partagés au sein de mon groupe, je suis en minorité, avec d'autre. E quand on demande l'avis, par exemple, de la COPIR, un organisme paritaire, avec le MEDEF d'un coté et toutes les organisations syndicales ouvrières de l'autre, tout le monde vote à l'unanimité ce contrat d'objectifs et de moyens.

Comment s'appuie-t-on après? J'envisageais de ne pas être présente à la séance du conseil régional qui votera le contrat d'objectifs et de moyens mais on me dit que je fais partie du groupe et que je suis solidaire. N'empêche que l'on va le voter et je « suis mal dans mes baskets ».

En 2003, avec mes collègues, on s'est battus comme des fous pour sauver, préserver ce service public national professionnel d'éducation et, aujourd'hui, on sent qu'il y a un déséquilibre qui va se créer. Je ne dis pas que les régions ne vont pas faire ce qu'il faut et que l'Ile de France et les autres régions ne font pas ce qu'il faut pour les lycéens du service public d'éducation. Seulement c'est l'Etat qui est responsable des programmes et des filières et il se désengage de plus en plus. Les régions, elles, ont de plus en plus de choses à gérer. Il arrivera un moment où, effectivement, il y aura une menace réelle sur le service public. »

Gilles Chiapello

Professeur de math/sciences appliquée en apprentissage

« Je relève, par exemple que parler de conseil d'administration dans un CFA, ça n'existe pas.

Tous les lycées professionnels et techniques d'Alsace et de Lorraine étaient, il y a 50 ans, des centres d'apprentissage. Or, l'apprentissage dont on parle aujourd'hui est un retour 1 siècle en arrière.

J'ai commencé à me battre professionnellement pour que les CAP continuent d'être dispensés parce que c'est, encore aujourd'hui, dans l'enseignement technique professionnel, le seul diplôme reconnu et validant l'intégralité de toutes les conventions collectives professionnelles. A la dernière réunion-forum, j'avais souligné qu'un des principaux axes de la casse de l'enseignement technique professionnel public visait à s'attaquer aux conventions collectives de tous les métiers par la remise en cause des diplômes correspondant. L'apprentissage agit ainsi comme un cheval de Troie.

Un apprenti ne dépend pas d'un contrat d'établissement mais du Code du Travail. En tant que responsable syndical, je me suis battu pour :

1°) que les apprentis bénéficient d'un statut de salarié réel aux mêmes conditions que n'importe quel salarié. C'est un minimum pour des jeunes qui sont justement issus de milieux populaires touchés par la précarité ;

2°) que dans les LEP, les élèves dits « difficiles », ne soient plus systématiquement dirigés vers le CFA correspondant.

On prétend comparer ce système d'apprentissage avec ce qui se fait en Allemagne. C'est entièrement faux. En Allemagne, l'enfant est pré-orienté dès l'âge de onze ans et intègre un dispositif de formation dont il ne peut plus sortir. Nombreux sont ceux qui, en Allemagne demandent justement des aménagements intégrant des éléments dont nous entendons dire qu'ils ne « marchent » pas en France.

Le système dual à l'Allemande fait qu'un élève apprenti Volkswagen ne pouvait pas techniquement et technologiquement travailler en usine Mercedes. C'est ce qui a fait d'ailleurs que Mercedes est venu s'implanter à Sarreguemine pour la production de Smart. Ils sont venus s'implanter à Sarreguemine, souvent décrié pour son paysage sinistre, voire ses hôpitaux psychiatriques, tout simplement pour pouvoir exploiter à moindre coût - parce que cette implantation a été largement financée par la région, le savoir faire enseignant français, le savoir technique et technologique français et finalement tirer partie et exploiter une main d'œuvre formée « à la française ».

Il y a la quelque chose de paradoxal que de décrier un système de formation dont nos voisins tirent partie.

Bernard Calabuig

*Membre du CEN du PCF
chargé de l'École, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche*

« Mon intervention portera sur deux points. Le premier, lié à notre débat sur l'apprentissage pose la question : quelle posture adopter dans les institutions ? Les élus sont souvent confrontés à des situations complexes, contradictoires. Pour surmonter les contradictions il faut des points de repères. Le développement de la démocratie, la participation citoyenne doivent s'affirmer comme l'originalité communiste majeure lorsque nous sommes dans les institutions. Nous devons toujours nous efforcer d'aller aussi loin que nous le permettent les rapports de forces. Certaines situations doivent nous amener à résister, à refuser. Il n'est pas toujours possible de dire « on y va, on s'inscrit dans tel dispositif, il n'est pas bon, mais nous allons en changer la nature ». Quelques fois il convient de le faire, mais cela ne peut pas être une règle. Durant la campagne référendaire nous n'avons pas dit « le projet constitutionnel est mauvais, on va dire OUI et nous essaierons ensuite de l'améliorer.

Nous avons dit NON et il fallait dire NON. Le NON est souvent porteur de résistance et aussi de propositions, de perspectives, deux notions qui, loin d'être opposables, sont complémentaires. Le mouvement ouvrier dans son histoire a rarement réussi à inverser ou à subvertir des projets réactionnaires, à l'inverse le patronat a su dévoyer des acquis démocratiques. Nous savons que l'on ne changera pas la nature du capitalisme, il va falloir le dépasser par un processus de ruptures.

Mon deuxième point porte sur la révolte populaire des cités. La situation est grave, on en comprend les causes, sans en mesurer complètement toutes les conséquences. Pour ma part je crois que c'est la faillite de 25 ans de politiques d'accompagnement social, de la conception que les différents gouvernements ont eu des politiques de la ville. Dans les années 80 les restructurations du capitalisme ont entraîné de nombreuses suppressions d'emplois et jeté une partie de la population dans la précarité et la pauvreté. Les gouvernements ont imaginé des amortisseurs pour éviter les explosions, acheter la paix sociale : le RMI, les « petits boulots », les différentes variantes des politiques de la ville, ont été inventés dans ce but. C'est tout cela qui, est en train d'exploser. Personne ne sait comment la droite va s'en sortir, les signes qui pourraient démontrer une volonté d'apaisement seraient : la démission de Sarkozy, rendre publics les résultats de l'enquête sur les circonstances de la mort des deux jeunes, des excuses publiques du chef de l'Etat pour l'attaque de la Mosquée.

Aller dans ce sens constituerait un signe fort pour apaiser la situation. Mais l'issue véritable passera par des réformes de structures, assurant à tous une vie décente. Les gens n'accepteront pas indéfiniment d'être placés sous la tutelle de politiques d'accompagnement, d'être exclus de la vie moderne, d'être victimes de discriminations. Les jeunes veulent un logement décent, des rémunérations correctes, pouvoir fonder une famille, vivre enfin. Et pourquoi en seraient-ils privés ? Tant que la politique ne s'engagera pas dans ce sens la société sera fragilisée, et les explosions resurgiront. Or ce type de réformes est en contradiction avec les objectifs politiques du gouvernement Villepin/Sarkozy, qui n'a de cesse de casser ce qui fonde le modèle social français, afin de répondre aux exigences du MEDEF. Les réponses de la droite peuvent être multiples, n'oublions pas que les divisions de notre peuple ont toujours servi la classe possédante. Aujourd'hui les divisions se creusent entre catégories sociales : ceux qui ont un travail et ceux qui n'en ont pas, ceux qui brûlent les voitures et ceux qui voient leurs biens partir en fumée.

Si la cause de la situation est bien dans l'échec des politiques dites "d'accompagnement social", il faut réfléchir aux dispositifs actuels, contrats d'avenir, de réussite éducative... Il faut sortir du discours ambiant qui a malheureusement souvent été prédominant à gauche ces dernières années, celui du moindre mal. Il faut être persuadé que ce que l'on appelle le « moindre mal » conduit à terme à des situations douloureuses. Parce qu'il ne peut pas y avoir de politique un peu sociale et un peu libérale, il n'y a pas d'accommodement possible entre ces deux termes diamétralement opposés.

Nous avons toujours à nous poser la question : comment faire pour sortir des logiques dans lesquelles le pouvoir veut nous enfermer ? Certes, nous ne ferons rien tous seuls. Alors, surgit une autre interrogation : comment susciter le mouvement citoyen qui fasse vivre des alternatives sur toutes les questions ? Je n'ai parlé de l'apprentissage, mais mon intervention n'est pas si éloignée du débat. »

« Je suis conseillère pédagogique du 1er degré à Paris et je suis également militante d'« Education nouvelle ». Mon intervention risque d'être un peu décalée, mais je me disais qu'il y avait à faire attention à ne pas se laisser enfermer dans ce qui est sans doute rassurant et on a tous besoin d'être rassuré dans le contexte actuel, mais qui relèverait d'un discours idéologique. Je ne suis plus membre du parti communiste depuis longtemps, mais je ne suis pas là tout à fait par hasard non plus. Je souhaite réfléchir au-delà d'idées générales et de ce que Stéphane Bonnery appelait ce matin les slogans, car c'est une vraie difficulté politique actuellement d'interroger au plus près ces fameux slogans et d'interroger au plus près ce sur quoi on veut se battre. Il me semble que ce matin le malentendu qu'il y a eu autour de la culture écrite est assez significatif. Je pense que quand Terrail parle de culture écrite, il ne parle pas du français du tout, il parle de ce qui fait la spécificité de l'école, c'est-à-dire, l'école comme lieu d'appropriation de la culture écrite, au sens où, c'est le lieu où l'on pense ce que l'on fait.

Je donnerais un exemple : les enfants chez eux font du vélo et à l'école ils travaillent sur comment se fait-il qu'on arrive à tenir sur son vélo, et comment se fait-il que sur le vélo j'avance plus vite qu'à pied, et comment fonctionne un vélo ?

C'est ça la culture écrite, c'est mettre à distance son vécu, son expérience, et ne pas rester enlisé dans l'immédiateté. Or, il me semble que la préoccupation que l'on a, et que j'ai en tant que militante et enseignante, se résume à cette question : qu'est-ce qui va permettre aux enfants issus de milieu populaire d'accéder au savoir. On est dans une logique sociétale de division, avec une partie de la population qui accède aux connaissances et aux savoirs, et une partie qui en est exclue, et ce sont essentiellement les enfants issus des milieux populaires qui en sont exclus. Ils en sont exclus non pas parce qu'ils sont en manque, en déficit de quelque chose, et qu'il y aurait nécessité de s'adapter, mais parce qu'ils sont dans un autre rapport au monde, dans un autre rapport à la culture, que les enfants des couches moyennes et supérieures de la population, en particulier les enfants des enseignants.

Donc comment va-t-on travailler ces questions là, telles que par exemple, la culture. La culture commune c'est quoi ? Quelle est la différence entre socle et culture commune ? parce qu'il y a quantité d'enseignants, y compris de gauche, qui sont déjà dans une pratique du socle commun, avec les meilleures intentions du monde, avec l'idée qu'il y a à s'intéresser à ces pauvres enfants en difficultés et pour ce faire adapter nos attentes et nos attendus à leurs difficultés.

Même chose de l'individualisation, il y a une propension chez les enseignants avec une vraie volonté de faire réussir les élèves, à individualiser les apprentissages, et on sait d'une manière assez claire, en tout cas un certain nombre de travaux le montre, que l'individualisation est socialement ségrégative. Toutes ces questions là, il me semble qu'il y a à les traiter, sans quoi, on ne pourra répondre que par des slogans qui ne feront pas avancer, donc il y a la question de la culture, il y a la question du socle, il y a la question de la liberté pédagogique, ce matin on en a parlé, mais c'est quoi la liberté pédagogique ?, faut-il une liberté pédagogique des enseignants ? Je le dis sur le mode un peu provocateur mais c'est une vraie question, car on constate quand même que la liberté pédagogique produit des pratiques massivement semblables, c'est quand même étonnant, alors qu'ils ont une liberté pédagogique, c'est à dire qu'ils dispensent les mêmes savoirs ou à peu près, sous les mêmes formes d'enseignement, donc c'est quoi cette liberté et de quoi elle est faite ? La réussite, quelqu'un ce matin a parlé de la question de la réussite, c'est quoi la réussite ? est-ce que c'est la réussite sociale ? Est-ce que c'est la réussite scolaire ? Et-ce que l'école a pour mission de fabriquer des élèves ou autre chose ? Et si elle a pour mission de fabriquer des élèves, quels élèves et comment ? Je crois que toutes ces questions là nécessitent un vrai travail de réflexion, car il semble qu'on ne soit pas tous sur les mêmes bases dans cette salle, ce qui me paraît réjouissant, car ça veut dire qu'il y a un espace pour avancer. Je crois que si on ne fait ce travail de réflexion collectif, on va ensemble dans le mur. »

« Je suis responsable national des jeunes communistes sur les questions lycéennes, et j'avais envie de revenir sur les jeunes aujourd'hui et je voulais revenir sur leur aspiration, car je pense que c'est ça qui me semble primordial et qui fait aussi que le débat sur l'apprentissage est intéressant. Je pense que les jeunes aujourd'hui ils veulent un avenir, un logement, un travail, de quoi simplement vivre normalement et l'avenir qui est fait aujourd'hui à la jeunesse est, on a coutume de dire depuis plusieurs générations, moins bien que celui de ses parents, mais c'est une vraie réalité, quand avant les jeunes n'avaient pas de diplômes, ils avaient du travail, la génération d'après il fallait qu'ils aient un diplôme, mais à chaque diplôme correspondait un travail, et aujourd'hui les diplômes ne correspondent à rien. Je caricature bien entendu, mais il y a quelque chose comme ça qui est présent chez les jeunes, comme quoi l'école ne répondrait plus à l'avenir, ne serait pas une solution à l'avenir. Et ça, je pense que ça plombe énormément la jeunesse et c'est pour ça que certains disent, « oui je vais aller tout de suite vers l'apprentissage parce que au moins je serais payé ». Il y a quelque chose comme ça qui est sous tendu, et les jeunes qui cassent les écoles, le service public, qui est le plus utile pour eux mêmes et les populations de la même classe sociale, oui ils ont de la colère, mais ce ne sont pas les seuls à avoir de la colère.

Je pense que toute la population a de la colère, je pense que tous les jeunes ont de la colère et qu'il y a une différente façon de l'exprimer. Les jeunes qui ont voté à 75% NON au référendum, c'est énormément de colère, les jeunes qui sont allés dans la rue, 200 000 lycéens dans les rues de France l'année dernière, c'est de la colère énorme.

Sur le fond les jeunes se sont mis en mouvement contre la loi Fillon Ils se sont battus contre toutes les formes d'inégalité, et c'est une façon pour les jeunes de faire de la politique et qu'est-ce qu'on leur répond : la répression policière, administrative dans les lycées.

Cependant ils ont obtenu quelques succès sur la question du bac qui doit rester un diplôme national, sur la question du maintien de la filière sciences économiques et sociales.

Il y a eu des avancées, mais la loi Fillon a été votée et elle va être appliquée ...

Je comprends les casseurs, sans accepter les moyens utilisés pour se faire entendre. Car ce n'est pas une solution, mais au bout d'un moment, si la démocratie par le vote ne fonctionne pas, si la rue ne fonctionne pas, et bien il y a des jeunes qui le font de manière violente et contre eux-mêmes. Mais ce n'est pas nouveau que les jeunes s'en prennent à eux mêmes, le nombre de suicides, c'est la première cause de mortalité chez les jeunes. Ils sont violents envers eux-mêmes, alors pourquoi pas la violence envers leur classe sociale, mais en même temps ça interpelle la population, je trouve ça très bien qu'aujourd'hui on puisse dans un forum sur l'école avoir eu autant de discussion sur la question de la jeunesse, car ce n'est pas souvent dans le parti, parce qu'il y a nécessité d'y réfléchir et rapidement.

Je voudrais rajouter que le mouvement contre la loi Fillon a posé la question du rôle de l'école dans la société, il a posé la question, sur les affiches, sur les pancartes on pouvait lire « on ne veut être de la chair à patrons », « l'école libérale c'est de l'école illégale » et bien n'est-ce pas cela faire de la politique ?

Aujourd'hui ils ne trouvent pas dans les formes politiques actuelles les moyens de s'exprimer et de construire les choses, c'est pour ça, il faut trouver des leviers de transformation, plusieurs personnes en ont parlé, la démocratie participative, faire des luttes populaires, c'est ce que nous proposons depuis la rentrée, la fête de l'Huma, à la JC, c'est de lancer des états généraux des lycées, que chacun, qu'il soit organisé dans un syndicat, dans un mouvement politique, de jeunesse ou pas organisé, ce qui est l'immense majorité des lycéens, puisse réfléchir à quelles propositions, quelles doléances pour l'école ? on a sollicité les différentes organisations qui étaient présentes dans le mouvement Fillon, toutes ont répondu à notre proposition, et on va lancer prochainement un appel à les organiser ensemble, ces états généraux, pas à ce que les organisations organisent, mais qu'elles soient des outils pour organiser, pour que les lycéens s'organisent eux-mêmes, mais ce qui nous a semblé faire échec, c'est que les lycéens ne portaient pas d'alternative crédible, unique et ils n'étaient pas unis, donc là on essaye de créer l'unité, pour créer des luttes très concrètes au niveau local, au niveau régional, national etc.. c'est ce qu'on est en train de faire dans des réunions unitaires, même si ces Etats Généraux sont lancés par la JC avec la démarche tout le monde

participe, on fait en sorte que d'autres organisations de jeunesse puissent y participer. Aujourd'hui ceux qui sont encore autour de la table, tout le monde sauf la FIDL, il y a l'UNL, la JC, la JCR et le MJS, qui vont faire cet appel dans les semaines à venir à la presse et on est en train de demander des soutiens à cet appel, soutien des organisations syndicales, de mouvement d'éducation populaire, etc.. Pour dire, les jeunes veulent donner leur avis à eux mais en même temps c'est toute la société qui est concernée et on veut que tout le monde puisse dire « allez –y les jeunes » il y a ce besoin là, on parlait de l'école qui doit former des citoyens et bien concrètement l'école doit former des citoyens et le monde de l'éducation adulte doit aider, ça s'apprend, doit aider à former des citoyens. Et entre autre, pourquoi aider les lycéens à créer des états généraux des lycées qui puissent eux-mêmes créer des propositions. Ici on va sans doute appeler vos différentes organisations, j'espère que vous aurez des débats dans vos organisations pour savoir si oui ou non vous voulez soutenir cet appel. Je voulais rajouter, on veut donner des cadres de réflexion aux lycéens dans ces états généraux, en terme de donner vos propositions, mais dans le cadre de trois missions du lycée que nous avons défini, le lycée devrait permettre de lutter contre les inégalités, tout le monde l'a dit ce n'est pas le seul moyen de lutter contre les inégalités sociales, mais ça doit être un des moyens, donc toutes les questions de la gratuité, d'augmentation du budget de l'éducation nationale, toutes ces revendications et propositions là pourront être dans cette thématique de « lutter contre les inégalités sociales », il y a aussi la question d'apprendre un métier, toutes les questions sur l'apprentissage pourront se mettre dans cette mission là et c'est encore une aspiration très forte de la jeunesse que le lycée professionnel puisse permettre aux jeunes qui le souhaitent d'apprendre un métier et pas d'être employable sur le marché du travail, ce n'est pas ça que les jeunes veulent, il faut aussi apprendre la qualité du travail bien fait et apprendre un métier, la question des stages sera la dedans et troisième chose, comme mission que nous avons établie, que nous avons réfléchi, c'est que le lycée doit permettre de devenir citoyen, il y a trois choses sur comment le lycée doit permettre de devenir citoyen, au niveau du contenu, éducation civique, mais pas seulement, dans toutes les matières il faut qu'aujourd'hui si on veut une démocratie où les jeunes puissent aller voter en toute connaissance de cause, pour avoir à ce déterminer sur de la bioéthique, il faut que les jeunes apprennent tous de la génétique, puissent avoir les moyens de comprendre ces choses là, les contenus, l'histoire, il faut qu'on puisse comprendre notre passé, etc.. tout ça revient sur le contenu, le socle commun, ... mais aussi au niveau de la pédagogie, dans toutes les matières on doit apprendre l'esprit critique en fonction des différentes pédagogies qui sont employées et troisièmement, concrètement dans les lycées, la vie au lycée, les jeunes veulent être pris au sérieux, veulent connaître leurs droits. La vie au lycée est très importante et l'éducation concrète à la citoyenneté doit être aidé par toute la communauté éducative. »

François Lefèbvre ⁶

Représentant du Parti des Travailleurs (PT)

« Je suis instituteur dans le Val d'Oise, à Cergy, j'interviens ici au nom du bureau national du Parti des travailleurs. Je m'excuse de ne pas avoir pu participer à vos travaux ce matin mais j'étais en classe et vous remercie pour votre invitation. Je voudrais, donner quelques faits sur la situation dramatique dans laquelle est l'école.

Dans le Val d'Oise à la rentrée, il y a eu la création de 11 postes pour 1100 élèves supplémentaires- 1 poste pour 100 élèves- il y a eu la fermeture de 60 classes, de 66 clis (classes d'intégration scolaire) de 3 segpa, de 3 postes d'enseignants dans les MECS (maison d'enfants à caractère social).

Ces suppressions de postes d'enseignants spécialisés sont à mettre directement en relation avec le vote de la loi Montchamp en février 2005 dite « pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapés ». La nouvelle loi fait obligation au service public d'assurer cette scolarisation en milieu ordinaire. La CDES (commission départementale de l'enseignement spécialisée) est dissoute au 1er janvier 2006 et le personnel transféré au département, une maison du handicap vient d'être inaugurée par le conseil général du val d'Oise. C'est le désengagement massif de l'état d'où la suppression des postes d'enseignants spécialisés, l'école devant être sa propre ressource. Rappelons qu'un enfant dans un établissement spécialisé c'est en moyenne une dépense de 25000€ annuel contre 7000€ dans une école ordinaire.

L'état se désengage, mais n'est ce pas à mettre en rapport avec les décisions de ce gouvernement comme des précédents de respecter à tout prix les critères de Maastricht pas plus de 3% de déficit du PIB ?

Et il paraît que c'était l'année du handicap !

Mais derrière ces chiffres, il y a l'angoisse des familles qui n'ont pas de place pour leur enfant ou qui redoutent une scolarisation au rabais. Dans mon école l'an passé, suite à la fermeture d'une clis, une élève présentant des troubles du comportement a été scolarisée dans une classe à double niveau. Il y a eu 3 dépressions d'enseignants, une année scolaire entière s'est écoulée avant qu'elle puisse accéder à un établissement spécialisé. Une année entière de souffrance aussi pour cette élève. Mais il faut le dire cette loi Montchamp a été mise en place et votée directement en application des directives européennes sur le handicap. La France est la seule en Europe à disposer encore d'un enseignement spécialisé pouvant répondre aux besoins des enfants relevant de tout handicap.

Avec la loi Fillon c'est la mise en place des PPRE (programme personnalisé de réussite éducative), cette loi se défait de la responsabilité de l'état sur les familles et les enseignants, ils doivent se « débrouiller » pour scolariser dans leurs classes ces élèves relevant de tout handicap y compris à effectif chargé. Le préfet du val d'Oise reconnaît lui même qu'il manque 210 places pour accueillir les enfants dans des structures spécialisées et entre 500 à 800 places pour les adultes ! En 20 ans en France c'est moitié moins d'élèves scolarisés dans des établissements spécialisés : 1980 : 90 090-2000 : 42205

C'est le transfert de 900 TOS au conseil régional et général en application des lois de décentralisation et de régionalisation voulues par l'Europe de Maastricht. On sait qu'en fait il s'agit ni plus ni moins que de la privatisation des cantines scolaires et donc du démantèlement du statut de fonctionnaire d'état des TOS et de leur licenciement.

C'est l'émoi dans les écoles du département : une circulaire de l'inspectrice d'académie vient d'arriver à l'intention des directeurs quant aux conditions de recrutement des EVS, (emploi vie scolaire) je cite :

« Vous prenez contact avec l'agence locale de l'ANPE pour procéder au recrutement (...) les contrats ont une durée minimale de six mois (...) pour un volume horaire hebdomadaire de 20 heures rémunéré au SMIC, soit 618 € net mensuel » -comment peut on vivre avec 618€ par mois ?-

Les écoles seraient donc devenues des entreprises et les directeurs des chefs d'entreprises ?

Mais nulle part dans le statut de fonctionnaire d'état des directeurs, ni dans la définition de leurs missions aucune référence qui ne permette aux directeurs d'école de procéder au recrutement de personnel dans

6 Le texte reproduit a été transmis par son auteur

l'éducation nationale, fussent ils des emplois précaires. La circulaire précise les missions des EVS , parmi celles-ci l'accueil et l'intégration des élèves handicapés

Comment l'école publique pourrait instruire les jeunes générations si ce n'est pas l'état qui garantit le recrutement des personnes nécessaires au fonctionnement de l'école et l'embauche de fonctionnaire d'état?

C'est l'angoisse et l'émotion qui nous étreignent avec la mort tragique de ces deux jeunes de 15 et 17 ans en Seine st Denis. Où cela va-t-il s'arrêter ? Que cherche t on ? Dans un interview publiée le mercredi 2-11 le ministre de l'intérieur explique : « il faut agir au plus tôt, détecter chez les plus jeunes les problèmes de violence. Dès la maternelle, dès le primaire, il faut mettre des équipes pour prendre en charge ces problèmes » N'est ce pas incroyable de lire cela ?

Les écoles maternelles parlons en ! Des centaines d'enfants de 2 ans et de 3 ans n'ont pas pu y entrer faute de places en cette rentrée notamment dans des villes ouvrières comme Argenteuil, Bezons, Garges... !

Mais s'agit il seulement de jeunes enfants ? Des dizaines de lycéens ont échoué au bac et n'ont pas pu se réinscrire en terminale d'autres n'ont pas trouvé de place dans leur section de leur choix. N'est ce pas pour défendre le bac comme diplôme national que les lycéens ont massivement fait grève et manifesté au printemps dernier ? Là aussi le gouvernement a choisi comme seule réponse la répression.

Cette politique est mise en oeuvre depuis des années par les gouvernements successifs, en application des directives européennes. Le sommet de Lisbonne de l'Union européenne de mars 2000, sous présidence de Chirac et Jospin a mis au point un mémorandum qui a défini 3 types de formation : l'éducation formelle, l'éducation non formelle et l'éducation informelle. Il est clair que l'Union européenne s'est fixé un objectif : marginaliser l'éducation formelle qui se déroule dans les établissements d'enseignements et de formation et débouche sur l'obtention de diplômes et de qualification reconnus, au profit des deux autres.

Cette politique est une politique de destruction de l'ensemble des services publics.

Il est clair qu'il faut porter un coup d'arrêt à cette politique, pour cela il faut rompre avec cette soumission à ce que dictent les institutions européennes et le patronat. N'y a t il pas urgence à ce que soient rétablis tous les droits, toutes les conquêtes, pour que l'école retrouve son rôle d'instruction, pour la reconquête de son caractère national, de sa gratuité, pour la défense et la reconquête de l'enseignement spécialisé ?

N'est ce pas là l'exigence manifestée avec force par le peuple le 29 mai?

Il y a-t-il une autre solution que le combat de la reconquête des droits l'égalité de tous dans une république une et indivisible ? C'est pour aider à cette solution que la convention nationale du 16 octobre réunie en mairie d'Ivry a rassemblé 321 délégués de toute la France, et s'est constitué en comité national pour la défense des services publics, pour la reconquête de la démocratie et appelle à ce que se constituent partout des comités départementaux et locaux.

Oui c'est une question de civilisation qui est en jeu ! Oui c'est l'avenir de la jeune génération ! Oui tout le monde se pose la question : quelle issue politique aujourd'hui pour le pays ?

Sérieusement, lucidement après 13 ans de Maastricht, nous posons la question : le rassemblement de tous ceux qui n'acceptent pas ces politiques de soumission à Bruxelles peut –il se faire sans dire nettement : rupture avec Maastricht, rupture avec les directives européennes, pour la reconquête de tous nos droits pour l'abrogation des lois Fillon, Montchamp et Borloo ? »

« Je suis militant communiste et de la FCPE dans l'Essonne. Je dois d'abord dire que ce n'est pas toujours facile de comprendre le jargon enseignant : moi « CLIS » ou « remédiation », je ne sais pas ce que ça veut dire ? Concernant le projet, les missions de l'école, je partage celles qui ont été citées, mais je trouve que c'est un peu court et que cela mériterait d'être mis très largement en débat dans la population. Il y a un grand décalage entre l'attente des parents – *apprendre un métier à mon enfant*, ce que nous disons – *apprendre à être citoyen dans le monde d'aujourd'hui*, et ce que disent les enseignants que je rencontre dans les conseils d'école – *transmettre un savoir*. Il y aurait nécessité de débattre plus profondément sur ce point.

Deuxième question que je voudrais évoquer : celle des méthodes pédagogiques. Nous disons qu'il faut plus de moyens. Certes, il faut plus de moyens, mais je pense que l'on ne peut pas s'en tenir là. On ne peut pas évacuer le problème de l'organisation de l'enseignement et des méthodes pédagogiques. Au collège, où l'on voit des élèves qui s'ennuient et qui sont souvent conduits à l'échec, les enseignants sont désemparés. Ils ne savent pas comment s'en sortir. A vrai dire, on a l'impression que le collège n'existe plus que comme voie d'accès au lycée d'enseignement général et au baccalauréat. On en évacue tous les savoirs manuels et les savoirs-faire. Les jeunes qui ont des savoirs dans ces domaines ne sont pas reconnus et ne sont pas mis en valeur.

Bien sûr je partage totalement le fait qu'il y a besoin d'un enseignement large pour comprendre le monde aujourd'hui et être citoyen. Nous avons besoin également d'un enseignement initial assez large pour pouvoir nous adapter aux mutations de plus en plus rapides que nous imposent les employeurs. Mais je trouve que l'on ne tient pas assez compte des expériences pédagogiques, de travail transversal entre les matières. Les projets qui mettent en œuvre différentes matières peuvent permettre à certains élèves de s'exprimer, de se réintéresser à la chose scolaire. Cette piste n'est pas assez utilisée. Les enseignants qui se sentent désarmés face à l'ennui de leurs élèves, suggèrent un peu rapidement que les difficultés qu'ils rencontrent sont dues à la démission des parents. C'est un argument qui nous est très souvent opposés, à nous parents. C'est d'ailleurs le même argument qui est développé par la droite : toutes les difficultés, y compris celles des cités, ne seraient dues qu'à un problème de démission des parents. Ce n'est sans doute pas entièrement faux. Mais il y a un certain nombre d'enseignants et d'élus qui sont complètement déconnectés de ce que vivent les parents dans leur entreprise, de leurs difficultés, de leur stress, de leur détresse sociale parfois, bref, tous ces facteurs qu'on ne peut négliger et qui font que les parents n'ont pas toujours le courage ou le temps de s'occuper de leurs enfants, de discuter avec eux et de leur faire faire leurs devoirs,.. »

« Militant communiste mayennais, je souhaiterais parler d'une réalité que l'on a peu évoqué aujourd'hui. On a beaucoup parlé d'inégalité sociale, notamment ce matin, mais il me semble important d'évoquer la question de l'inégalité territoriale, et notamment celle des territoires ruraux qui, aujourd'hui, sont abandonnés par les services publics et singulièrement celui de l'éducation. En France, nous avons cette particularité que les missions de service public d'éducation sont réparties sur plusieurs ministères, dont celui de l'agriculture. Nous avons en France des lycées agricoles publics, qui font - je devrais dire *qui faisaient*, un travail extraordinaire de développement des territoires ruraux, de présence et pas seulement de formations annexes comme il est indiqué dans le projet communiste. Aujourd'hui, les formations dans un lycée agricole ne concernent pas seulement l'agriculture, mais aussi les questions d'environnement, de développement local, et toute sorte d'autres questions. Or, aujourd'hui, les lycées agricoles publics subissent finalement le même désintérêt dont notre débat a témoigné. Depuis les lois Rocard de 1984, l'enseignement privé participe aux services publics d'éducation au salon agricole. 60% des élèves de l'enseignement agricole sont scolarisés dans le privé. Dans la région d'où je suis originaire, dans les pays de Loire, on atteint 82% des enfants scolarisés. C'est un véritable scandale que le parti communiste ne dénonce pas assez fortement. Le syndicat que je représente, le syndicat national de l'enseignement technique agricole public qui est un syndicat de la FSU, a énormément besoin de soutien. Les enseignants, les personnels de lycées agricoles ont besoin de ce soutien de la part des forces progressistes pour construire une alternative à cette privatisation de l'enseignement agricole. On parlait ce matin d'un projet de société, d'un projet pour l'école. On parle souvent d'un projet de l'agriculture : or, je pense qu'on ne peut pas avoir un projet pour l'agriculture si on n'a pas un projet de formation des futurs agriculteurs. Il faut sauver l'enseignement agricole public qui est en train d'être détruit par ce ministre méprisable et méprisant qu'est Dominique Bussereau. Ces lycées ont une mission qui dépasse le cadre de formation initiale. La mission des lycées agricoles, c'est aussi le développement local, et même la coopération internationale. Or aujourd'hui, l'objectif du ministère est très clair : c'est de fermer des classes, de fermer des lycées et donc d'affaiblir sinon de supprimer le maillage des lycées agricoles publics. Il y a aujourd'hui un petit peu plus de 200 lycées agricoles publics en France. Pour réagir, doit-on attendre qu'il n'y en ait plus que 150, 120, 110, que ce maillage n'existe plus ? On aurait alors perdu un véritable outil qui participe de cette école de l'égalité, de la justice et de la réussite pour tous vers laquelle nous voulons aller. »

Dominique Gianotti

Militant SNES-FSU

« Je suis professeur de philosophie et responsable syndicale, responsable internationale au SNES et à la FSU. J'aurais voulu parler de l'Europe et d'un point de vue très particulier, celui du forum social européen. Je considère que c'est un levier véritable pour construire des propositions, notamment sur l'école. Dans ce cadre, je participe à un collectif éducation qui travaille depuis le premier forum social européen, celui de Florence. Ce collectif est composé de syndicats, d'associations, mais aussi d'étudiants et de lycéens qui élaborent ensemble des propositions alternatives pour l'école, dans le cadre de séminaires et des différents forums sociaux qui se sont tenus depuis. Nous aurions tort de ne considérer les problèmes que sous le seul angle franco-français. Ces problèmes se posent à un niveau européen également. Il y a, j'en conviens, une spécificité française, des problèmes particuliers. Mais il y a également des constantes : celle de l'investissement public, de la précarisation des personnels, de la réduction de la formation des jeunes. Ces problèmes sont partagés au niveau européen, et prennent parfois une dimension apocalyptique : j'en veux pour preuve l'exemple de la Hongrie où je suis allée cet été. Sous prétexte qu'il y a de moins en moins d'élèves, de très nombreux établissements scolaires publics sont progressivement fermés et les professeurs diplômés livrés au chômage du jour au lendemain ou conduits à travailler au sein d'institutions privées dans des conditions particulièrement précaires de salariat à l'heure.

Or puisque ce qui se produit en France ne nous est pas spécifique, il y a des possibilités de combats communs au travers des structures qui nous sont proposées et auxquelles nous devons participer pour construire de nouveaux rapports de force au niveau européen. Ce n'est pas toujours dans nos habitudes, mais on s'aperçoit vite qu'on peut parfaitement travailler avec des organisations et des associations que nous connaissons mal ou pas du tout, à partir du moment où nous partageons avec elles de grandes orientations : plus de justice sociale, plus de démocratie etc... Le forum social d'Athènes se tiendra au mois d'avril et dans la période, le collectif européen éducation fait de nombreuses propositions. Le collectif français va se réunir prochainement et il est possible d'imaginer d'organiser un séminaire sur la formation professionnelle, sur la citoyenneté des lycéens,.. Libre à nous de nous associer et de travailler avec toutes ces forces pour contribuer à ce que le forum social européen soit vraiment un lieu de convergence, un moyen pour inverser les tendances et les rapports de force. »

Mot de conclusion de José Tovar

Membre du secrétariat national du Réseau École du PCF

« Je ne vais surtout pas tenter une synthèse de nos débats; vous en aurez tous une restitution complète le plus rapidement possible afin que chacun en fasse son profit. Je voudrais simplement dire deux ou trois petites choses.

D'abord, à tout ceux qui sont intervenus ou qui auraient voulu intervenir et qui n'en ont pas eu le temps, faites nous passer un résumé de vos interventions, de telle sorte que nous puissions capitaliser cette étape d'un débat important qui, chacun l'a bien compris, ne fait que commencer.

En second lieu, je voudrais insister sur le fait que c'est la deuxième fois que nous organisons ce type de réunion pour essayer de marquer une étape dans notre réflexion collective: Il s'agissait bien de faire le point à partir du rapport qui vous a été présenté, de vérifier que nous sommes bien d'accord sur l'essentiel, de s'interroger sur la pertinence des leviers les plus efficaces pour aller vers de véritables transformations. Evidemment, cela ne s'arrête pas maintenant.. Christine Passerieu tout à l'heure qu'il faut pour être clairs sur ce que nous voulons et comment nous voulons y parvenir, et qu'il est indispensable pour cela de se mettre d'accord sur un certains nombres de concepts, d'objectifs communs, que derrière les mêmes mots ont trouve les mêmes idées pour savoir si vraiment ont parle bien de la même chose et si ont a vraiment les mêmes objectifs. Bref, la réflexion engagée ici doit se poursuivre. Nous y serons attentifs.

Enfin, je voudrais vous livrer une conviction et une proposition: personne, ni individu chercheur ou praticien du quotidien, pour si compétent qu'il soit, ni même aucune organisation, aucun parti, aucun syndicat, pour si représentatifs qu'ils soient, ne détient à lui seul les solutions aux problèmes posés. C'est pourquoi je vous propose en conclusion à cette journée de réfléchir à la possibilité de mettre en perspective une forme de rassemblement, de "mise en commun" – pourquoi pas des états généraux, par exemple - qui réuniraient toutes les forces intéressées à la transformation progressiste de l'école pour ouvrir ensemble des perspectives, non seulement aux luttes qui se développent en résistance aux mauvais coups de la droite au pouvoir, mais aussi et surtout aux propositions de transformation qui feraient largement accord. C'est aujourd'hui un de nos objectifs essentiels. En effet, nos débats, pour si intéressants qu'ils puissent être, n'auraient que peu d'intérêt s'ils n'avaient pas l'objectif de rassembler pour changer. Je précise que nous n'avons pas pour ambition d'être les organisateurs d'une telle initiative: je le dis tranquillement: notre but, ça n'est pas de nous mettre en avant, c'est d'être utiles pour que les choses avancent. A titre d'exemple, les états généraux de la recherche ce n'est pas le parti communiste qui les a organisés, et ils se sont tenus à l'initiative d'un collectif pluraliste dans la foulée d'un important mouvement qui a largement mobilisé la profession et attiré la sympathie de l'opinion publique. C'est un peu une démarche de ce type que nous voudrions impulser et pour cela il ne suffit pas que se développe l'action, il faut aussi que le débat s'élargisse, s'amplifie, qu'il intègre de plus en plus de partenaires pour avancer des propositions alternatives crédibles.

Pour conclure – ce sera mon dernier mot – je voudrais insister sur la nécessité de développer – et d'abord créer là où il n'existe pas encore - le « réseau école » dans tous les départements de ce pays, afin que la réflexion devienne de plus en plus collective et que par exemple la proposition que je viens de faire d'états généraux devienne un objectif commun porté par les collectifs locaux du « réseau école », et discuté à ce niveau avec nos partenaires potentiels, faute de quoi cela restera une initiative "de sommet", bureaucratique, c'est à dire vouée à l'échec. Nous avons là un outil pour travailler le plus collectivement possible: utilisons le au mieux

Merci à tous d'être venus et à très bientôt. »